

# ***l'Anti*capitaliste**

n°281 | 19 mars 2015 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

ISLAMOPHOBIE - ANTISÉMITISME - CONTRÔLE AU FACIÈS

- CHASSE AUX SANS PAPIERS - CHASSE AUX ROMS -

- CHASSE AUX SANS PAPIERS - CHASSE AUX ROMS -

Contre tous  
les racismes et  
l'extrême droite

**CONTINUONS  
LE COMBAT !**

ISLAMOPHOBIE - ANTISÉMITISME - CONTRÔLE AU FACIÈS

## **Dossier**

**Transports en Île-de-France, Grand Paris...**

Pages 6 et 7

## **ÉDITO**

La résistance syrienne, toujours  
Page 2

## **PREMIER PLAN**

Grèce: négociier ou mobiliser?  
Page 2



## **ACTU SOCIALE**

Fin de vie: une promesse oubliée  
Page 8

## **LIBRE EXPRESSION**

Sivens: entretien avec un zadiste  
Page 12



édito

Par JACQUES BABEL

## La résistance syrienne, toujours

Comme cadeau d'anniversaire pour les quatre ans de l'insurrection syrienne, le gouvernement des États-Unis par la voix de John Kerry, a laissé entendre qu'un compromis serait souhaitable avec Bachar Al-Assad. Même si Kerry a tenté de noyer le poisson ensuite, les USA (comme la Russie) louvoient pour retrouver leur leadership et étouffent les aspirations des peuples à la liberté, la justice sociale et la dignité. Ces objectifs étaient au cœur du soulèvement provoqué par la sauvagerie et la politique néolibérale du régime de Bachar Al-Assad, responsable ensuite de l'immense majorité des 215 000 mortEs recensés, des villes rasées, des millions de déplacés. Très affaibli en 2012, le régime a trouvé son salut dans l'aide décisive du régime iranien, du Hezbollah libanais et de la Russie de Poutine.

Mais les révoltés syriens ont aussi été trahis par leurs faux « amis » qui ont permis l'émergence d'un deuxième front d'oppression. L'État islamique/Daech est un cas d'école : créé par Al-Qaïda et les sbires de Saddam Hussein en Irak, mis en selle par le régime syrien, financé par les monarchies pétrolières et la Turquie, légitimé par les attaques américaines, pendant que les démocrates n'étaient encouragés que verbalement. Le monstre ayant échappé à tous ses créateurs, il justifie maintenant de nouvelles manœuvres prétendant le contrecarrer. La révolution syrienne continue pourtant de s'exprimer de multiples façons, à Damas et d'autres villes contrôlées par le régime, par une vague de protestations ; dans le sud, par la résistance armée pluraliste ; dans le nord, autour de Kobané, en alliance militaire avec les kurdes du PYD ; à Idlib et à Alep par les mobilisations autant contre le régime que contre les islamistes qui ont pris le pouvoir. Et on a vu à Alep la difficulté à parvenir à une simple trêve permettant la survie des populations.

Les 14 et 15 mars, nous étions au côté des Syriens mobilisés dans leur pays comme à l'étranger, pour la liberté et la justice en Syrie, contre Assad et contre Daech, contre l'abandon des réfugiés et l'accaparement des aides humanitaires par le régime, cela sous l'égide d'institutions internationales indifférentes à « ceux d'en bas ».

## À la Une

# Le 21 mars, dans la rue contre tous les racismes et l'extrême droite!

*Discriminations, agressions, ségrégation, harcèlement policier, amalgames, injonctions sélectives : le racisme est un système de domination qui pourrit la vie de ceux et celles qui le subissent...*

Il est aussi un puissant facteur de division, rendant très difficile aux classes populaires de s'opposer de manière unie aux politiques d'austérité, qui répandent la misère et creusent les inégalités.

### Reprenre l'initiative

La lutte contre le racisme est donc centrale pour ceux et celles qui aspirent à une autre société, et c'est la vocation de la journée internationale de manifestation du 21 mars de construire un front uni contre ce poison. D'autant plus que cette année, cette initiative unitaire intervient dans une situation très grave : l'attaque meurtrière de Charlie Hebdo et l'attentat antisémite de l'Hyper Cacher, instrumentalisés par le gouvernement pour imposer des politiques sécuritaires et islamophobes.

Dans cette offensive des classes dominantes, différentes oppressions racistes deviennent des instruments pour de nouvelles attaques contre les droits des salariéEs et des oppriméEs. Une telle politique nourrit nécessairement l'extrême droite et donne aussi confiance aux initiatives les plus réactionnaires : ainsi les milices contre les ZADistes à Sivens, imitées près de Saint-Nazaire par des dockers CGT.

Mais cette situation peut aussi être l'occasion de reprendre l'initiative en engageant le combat contre tous les racismes. La préparation du 21 mars est déjà un succès : son cadre unitaire dépasse la centaine d'organisations, de tous types et de toutes tailles, et d'autres initiatives ce mois-ci, comme le meeting du

6 mars « contre l'islamophobie et le climat de guerre sécuritaire » à Saint-Denis, ont été réussies (voir article en page 4).

les Arabes. Nous devons contribuer à un mouvement pour la reconnaissance des discriminations racistes, pour la fin de la stigmatisation des

fondamentaux de l'extrême droite en Europe, même si certains – tel Cukierman du CRIF – tentent de le faire oublier.

Enfin, face à l'offensive raciste, sécuritaire et autoritaire, et au renforcement parallèle du FN, nous manifesterons pour le retrait des lois liberticides et sécuritaires, pour le droit de vote des étrangers, et pour la défense de tous les droits démocratiques.

### Perspectives, unité et auto-organisation

Une franche réussite dans la rue le 21 mars serait un point d'appui pour la préparation de nouvelles initiatives, dans l'unité la plus large. Dans ce cadre, la poursuite de luttes spécifiques – portées par l'Union nationale des sans-papiers, le Front contre l'islamophobie, Mamins toutes égales, VISA, etc. – ne s'opposent en rien à la recherche de convergences, par exemple contre la nouvelle loi sur l'immigration et le droit d'asile, les menaces de loi sur le voile à l'université ou le 20<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de Brahim Bouarram le 1<sup>er</sup> mai.

Un enjeu crucial est d'impliquer toujours plus les premiers concernés dans cette préparation, par des collectifs locaux et des assemblées de mobilisation. Notre lutte pour une contre-offensive de l'ensemble des travailleurEs va de pair avec la lutte contre toutes les oppressions, ce qui passe par l'auto-organisation des oppriméEs.

**Ugo Palheta et Mathieu Bonzom**

Retrouvez les rendez-vous pour l'ensemble des manifestations dans l'agenda du site du NPA.

### LA QUADRUPLE PEINE



### Égalité et démocratie

Les sans-papiers en lutte ont ouvert la voie à la mobilisation du 21 mars. Ils et elles vivent et bossent ici, mais sont condamnés à une citoyenneté de seconde zone. Nous soutenons leur combat pour l'égalité des droits, la régularisation de toutes les sans-papiers avec carte de séjour de 10 ans, la fermeture de Frontex et des centres de rétention, et la liberté de circulation et d'installation. Certaines de ces revendications concernent aussi les Roms, et nous manifesterons pour mettre un terme à l'impitoyable chasse que leur fait l'État, et au démantèlement des camps où ils (sur)vivent.

Un racisme ordinaire et systématique touche non seulement les migrantEs, mais aussi les Noirs et

quartiers populaires, des contrôles au faciès, des violences policières et de leur impunité.

Dans le contexte actuel, l'islamophobie est un enjeu spécifique, relayé par des lois racistes qui constituent une arme de premier plan dans l'arsenal du racisme d'État. Nous revendiquons ainsi le retrait de toutes les lois et projets islamophobes, y compris la loi du 15 mars 2004 interdisant le voile à l'école.

L'antisémitisme est un autre enjeu spécifique. S'il n'est pas aujourd'hui relayé par l'État, celui-ci le combat à la manière d'un pompier pyromane. L'antisémitisme est parfois nourri par le détournement de la colère des opprimés, mais il demeure surtout l'un des

## GRÈCE

# Négociier ou mobiliser?

*Ne le cachons pas, il y a quelque chose de très préoccupant à voir les courants majoritaires de Syriza continuer à proclamer que grâce aux négociations menées par le gouvernement, l'Union européenne serait divisée entre le camp des durs (autour de l'Allemagne) et de ceux qui verraient dans le « Grexit » une catastrophe pour l'Eurozone, comme le dit Moscovici...*

Ainsi, un journal comme *Epochi* de ce 15 mars (*Epochi* est le journal d'un ancien groupe à gauche du Synaspismos) peut titrer : « signes de différenciation : cris à Berlin, chuchotements à Bruxelles ».

### Une vision fautive

On l'a vu tout au long des récentes négociations, contre elle, la Grèce trouve toujours au moment des décisions un front commun des 18 autres de l'Eurozone. Et surtout, cette orientation ne prépare pas la population du

pays – et des autres pays européens – à faire ce qui est devenu urgent, alors que les finances du pays sont étranglées par la troïka (les 7,2 milliards attendus n'ont pas été versés) : que la rue et les travailleurEs exercent leur pression, la seule efficace.

Or les articles de presse sur les succès du gouvernement, succès qui préserveraient les chances de pouvoir lancer plus tard une vraie politique de relance, ont pour effet de s'en remettre aux seules discussions institutionnelles. Tout cela se déroulant sur fond de confiance maintenue dans

les efforts de Tsipras, une confiance mesurée non pas dans les rassemblements, inexistant depuis deux semaines, mais dans les sondages, l'instrument clé de la vie politique...

### La dette toujours...

Si d'un côté Tsipras parle de référendum en cas de pressions de l'UE pour de nouvelles mesures, le ministre de l'Économie Varoufakis vient de déclarer, repris en boucle par plusieurs dirigeants de Syriza, que le gouvernement est prêt à retarder quelques-unes de ses promesses électorales :

un nouveau recul venant après celui de fin février où était de fait reconnu le cadre des mémorandums et de la troïka, même rebaptisés.

Tout cela s'accompagne d'une volonté de jouer le « salut national » qui ne passe pas seulement par des hommes de droite choisis comme ministres ou président de la République, mais aussi la nomination à des postes clés comme directeur de la santé (EOPYY) d'un homme symbolisant les hôpitaux entreprises et leur « management » privé, M. Chletsos, lié aux deux anciens ministres de la Santé, ex-militants d'extrême droite... L'espoir de rupture en prend un coup, au moment où le ministre des Finances allemand Schäuble demande aux Grecs « d'atterrir dans la réalité » et veut que le gouvernement grec persuade la population de la nécessité de réformes!

Aussi la question de la dette reste cruciale : pas question pour l'instant d'envisager la moindre réduction, dit

## BIEN DIT

*La décision de cette juge, prononcée en l'absence de tout fait nouveau, est juridiquement non recevable. (...) Au premier pas effectué sur le sol de France, Cesare Battisti serait aussitôt conduit en Italie pour y purger une peine de prison à perpétuité.*

L'écrivaine FRED VARGAS, dans une mise au point publiée samedi 14 mars contre la décision d'une juge brésilienne d'expulser l'ancien militant d'extrême gauche du pays. Battisti est condamné à la prison à perpétuité par la justice de son pays pour des meurtres commis dans les années 70 dont il se dit innocent, une sentence qui remet en question une décision de la Cour suprême.

# Un monde à changer

**UNE GABEGIE ANTI-PAUVRES.** À Paris est actuellement en cours une vaste opération de remplacement des abribus (qui datent de 1994). L'an passé, la commission d'appels d'offres de la Ville, composée d'élus de la majorité et de l'opposition, a attribué à l'unanimité le marché du renouvellement à une filiale de l'inventeur des Abribus : la société Jean-Claude Decaux.

La maire de Paris se félicite : grâce à leur design et à leur couleur partiellement verte, ces nouveaux abris apporteront « du vert dans le gris hivernal »... « Les nouveaux abribus entrent dans l'ère du numérique », explique Christophe Najdovski, l'adjoint chargé des transports (EÉLV). Ils consommeront théoriquement 35% d'électricité en moins, et une cinquantaine auront même un toit végétalisés...

De qui se moque-t-on ? On peut d'abord s'interroger sur la nécessité de remplacer les anciens abribus : combien y gagne Decaux ? De plus, ces nouveaux abribus... abriteront encore moins que les précédents : ils sont encore plus ouverts à tous les vents et à la pluie. Et les bancs de certains d'entre eux comportent une barre transversale de nature à empêcher les SDF fatigués de s'y allonger le cas échéant...

En fait, ces nouveaux abribus participent de l'architecture anti-pauvres justement dénoncée par des architectes et des associations. Les dispositifs anti-SDF sont apparus il y a une dizaine d'années dans le métro, quand les bancs ont été remplacés par des sièges individuels. Aujourd'hui, on en compte des centaines, de formes très variées, dans tout Paris. Et interrogée l'année dernière, la mairie avait déclaré n'avoir aucun pouvoir...

## MOBILISATIONS

# Et pourtant ils/elles luttent...

*Ces derniers temps, on n'a vu dans les médias nationaux que deux informations « essentielles » : la possibilité que le FN se retrouve en tête des élections départementales et le crash de deux hélicoptères sur le tournage d'une émission de télé-réalité... Bien difficile de faire entendre la voix de celles et ceux qui se battent au quotidien contre les politiques patronales et gouvernementales.*

**D**ans le cadre des négociations annuelles obligatoires (NAO), des luttes se multiplient autour de la question des salaires, des rémunérations. Si beaucoup ne durent que le temps d'un débrayage ou d'une journée de grève, une grande détermination conduisent à des luttes longues chez Leroy-Somer à Angoulême, Sanofi-Sisteron, les salariéEs précaires de Paris VIII ou les chauffeurs routiers.

Certes les résultats quantitatifs sont inégaux : de l'échec momentané aux 80 euros pour celles et ceux de Sanofi, en passant par les 1,5%, 2%, le maintien ou l'augmentation de primes gagnés ici ou là. Mais ceci conforte l'idée qu'après des mois voire des années de blocage des salaires, dans une ambiance plombée par la peur du chômage et des fermetures de sites, il est possible par la lutte de gagner plus. Dans le même temps, des mobilisations se maintiennent autour des conditions et des charges de travail. Dans le privé, c'est à partir



Et demain on continue? PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

des conséquences des accords de compétitivité. Dans la fonction publique, ce sont les (sur)charges de travail et la qualité du « service » qui engendrent une colère, une combativité, dans des secteurs aussi divers que la SNCF, La Poste, différents hôpitaux, Pôle emploi ou dans l'Éducation nationale.

Des secteurs peu habitués aux mobilisations se battent aussi : palaces parisiens, restauration, entreprises du nettoyage, commerce, autant de secteurs où les traditions de

luttes sont faibles. Les mobilisations des sans-papiers des années précédentes, la réelle combativité de structures syndicales dans le commerce, viennent s'ajouter à la réalité de salaires et de conditions de travail particulièrement dramatiques.

### Rassembler autour d'objectifs nationaux

Le point noir demeure la lutte contre les licenciements, les fermetures de sites, et leurs corollaires, le chômage et la précarité. Les nombreuses

défaites, partielles ou quasi totales, la grande difficulté à faire converger ces luttes, à les enraciner localement – seules voies de succès au moins provisoire – maintiennent un climat d'expectative et d'attente qui va bien au-delà des secteurs directement concernés.

Notre objectif, notamment dans la préparation du jeudi 9 avril, est de passer ces mobilisations dispersées, éclatées voire isolées, à la construction d'un rapport de forces plus global autour d'enjeux nationaux. Il s'agit de rassembler celles et ceux qui s'opposent à l'austérité, à la destruction des services publics, des droits sociaux, des droits des femmes et des LGBTI, qui s'opposent aux grands projets inutiles, imposés et destructeurs, d'unir les résistances et de les faire converger pour faire céder le gouvernement et le patronat. C'est aussi le sens de notre participation au meeting initié par le collectif 3A contre la loi Macron le mardi 7 avril, deux jours avant la journée de grève et de manifestations.

Tout faire, à la fois pour construire des luttes qui lient combativité et auto-organisation et rassembler toutes celles et tous ceux qui veulent s'opposer à la politique du gouvernement, sur des objectifs et des revendications concrètes.

**Robert Pelletier**



Varoufakis-Tsipras : et on fait quoi maintenant ? DR

Du côté de Syriza lui-même, il faut relever que la bronca suscitée tant par cet accord que par la volonté de la direction présidentielle d'imposer une discipline de vote au groupe parlementaire, a permis à la gauche du

parti d'étendre son influence lors du dernier comité central (28 février – 1<sup>er</sup> mars), regagnant des voix auprès de courants qui depuis 2012 soutenaient la majorité présidentielle (par exemple le groupe maoïste KOE et

l'économiste Yannis Miliotis). Mais il est prématuré de parler d'émergence d'une véritable opposition, plusieurs des principaux chefs de file de la Plateforme de Gauche siégeant au gouvernement et ne pouvant donc prendre de position publique défavorable à celui-ci.

Pourtant, alors que le mur des institutions européennes apparaît aux yeux de tous tel qu'il est et que le tabou de la sortie de l'euro semble avoir vécu dans l'opinion, l'émergence d'un pôle politique, permettant de franchir une nouvelle étape de radicalisation, est nécessaire. Certes le climat social n'y est pas encore favorable, mais les anticapitalistes, où qu'ils se trouvent, ont la responsabilité de proposer des clés de compréhension politique et une issue militante à même de limiter les effets désastreux de ce qui pourrait arriver, une démolition générale.

**D'Athènes, Andreas Sartzekis et Emil Ansker**

## Le chiffre

# 21%

C'est le pourcentage (23% des hommes, 18% des femmes) de Français interrogés en 2014 pour une enquête statistique « plutôt d'accord » pour dire que « dans l'idéal, les femmes devraient rester à la maison pour élever leurs enfants ». Cette proportion était de 33% en 2008.



## Agenda

**Mardi 24 mars, rassemblement pour le peuple argentin, Paris 16<sup>e</sup>.** Pour les 39 ans du coup d'État militaire, à 17 h 30 à l'angle rue Cimarosa - avenue Kléber.

**Mercredi 25 mars, réunion débat du NPA sur la Grèce, Paris 13<sup>e</sup>.** « Face à la troïka, ce n'est pas aux travailleurs grecs de payer! », à 20 h chez Trassoudaine, 3 place Nationale.

**Jeudi 26 mars, réunion débat du NPA sur le Moyen-Orient, Le Havre.** Avec Julien Salingue, à 18 h salle Cassin, rue Anatole-France.

**Vendredi 27 mars, réunion débat du NPA, Alençon.** Inauguration du nouveau local du NPA avec Olivier Besancenot, à 18 h 30 à l'espace Pyramide.

**À SUIVRE SUR**  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## NO COMMENT

*J'étais dans le brouillard. (...) Vous n'imaginez pas le nombre de problèmes techniques que nous avons eu à résoudre sur ce chantier.*

MICHEL BONNET, à l'époque directeur de projet de Bouygues, dans le procès actuellement en cours pour travail dissimulé sur le chantier du réacteur nucléaire EPR de Flamanville (Manche). Ces pratiques ont concerné plusieurs centaines de salariés polonais et roumains. Les sociétés risquent au maximum des amendes de l'ordre de 200 000 euros chacune. Bien inférieures aux bénéfices réalisés, plusieurs millions d'euros de cotisations non payées, comme l'a souligné le procureur au cours du procès...

le même, cela alors qu'une commission d'audit de la dette a été annoncée par la présidente du Parlement grec. D'ores et déjà, si l'on veut que cette commission lance une dynamique, il est indispensable qu'elle s'inscrive dans le cadre d'une très large mobilisation en Grèce et dans le reste de l'Europe.

### Trouver une issue

De ce point de vue, la situation ne semble pas vouloir se décanter. Les rassemblements suscités par les négociations du mois de février, à l'initiative de secteurs de la jeunesse de Syriza et essentiellement via Facebook, n'ont pas dépassé le stade de démonstration de soutien patriotique au gouvernement. Et ce malgré les appels séparés de la coalition Antarsya sur une ligne indépendante visant à politiser cette ébauche de mobilisation, finalement échouée dans les sables de l'accord du 20 février.

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
01 48 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
01 48 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Manu Bichindaritz

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## FRONT DE GAUCHE

# Au bord de la rupture ?

Depuis plusieurs mois, le Front de gauche se lézarde. Les réunions de sa direction nationale sont épisodiques et ne comportent plus aucune décision... sinon de rester ensemble, et Mélenchon a quitté sa direction pour s'investir à fond dans son Mouvement pour une 6<sup>e</sup> République.

En fait, outre leur histoire et leur culture différentes, PCF et PG avaient divergé sur l'attitude à avoir par rapport au PS lors des dernières élections municipales, et cela dans de nombreuses villes comme Paris ou Toulouse. Si le PG est hostile à tout accord électoral avec le PS, il n'hésite pas à flatter EÉLV qui reste pour autant encore et toujours dans la majorité présidentielle. Le PCF quant à lui espère toujours une nouvelle union de la gauche rassemblant Front de gauche, EÉLV et les «frondeurs» du PS. La division est aussi très forte chez les Verts qui ont fait liste commune pour les prochaines élections avec le Front de gauche dans 45% des cas et seulement dans 18% avec le PS.



Contesté jusqu'au sein du Front de gauche. PHOTO: HÉRIQUE ROUGE / MILU

Au sein du Front de gauche, le débat a rebondi sur la position à avoir par rapport à Poutine après l'assassinat de Boris Nemtsov le 28 février. Pour Mélenchon qui s'est exprimé dans différents médias et sur son propre blog, l'opposant n'était qu'un illustre inconnu de droite, et Mélenchon de dénoncer la campagne des «occidentaux et des USA» contre Poutine : «Face aux provocateurs nord-américains, tout repose donc à présent sur le sang-froid de Poutine», ajoute-t-il à propos de l'Ukraine. «Je suis opposé à la guerre qui se prépare contre la Russie. Totalement, irrémédiablement.» Pour Mélenchon, la responsabilité de Poutine dans l'assassinat de Nemtsov a été décrétée «sans le début d'une preuve»...

**Naïveté ou «campisme» ?**

Face à un président russe décrit par le fondateur du PG comme une victime politique de l'assassinat, plusieurs dirigeants du Front de gauche ont réagi. Certains avec prudence comme Pierre Laurent du PCF qui déclare au Monde : «Je ne fais pas de Nemtsov un héros mais c'est quand même la première victime». Clémentine Autain est plus radicale et déclare dans Libération : «Ces dernières années ont montré qu'il n'est pas simple d'être en désaccord avec Poutine ! Ne soyons pas naïfs à son sujet. Le président russe et son entourage préfèrent la violence à la démocratie (...) À mon sens, une telle défense de Poutine ne respecte ni les aspirations démocratiques des Russes ni les aspirations nationales complexes des Ukrainiens». Et la dirigeante d'Ensemble de regretter en conclusion que «notre cadre collectif est aujourd'hui en panne. (...) Il est urgent de reprendre l'ouvrage en visant plus large, plus neuf».

L'Humanité avait titré «Mélenchon contre la diabolisation de Poutine». Sur le conflit ukrainien comme sur l'assassinat de Nemtsov, Mélenchon reste «campiste», faisant mine de ne pas voir que la Russie de Poutine n'est pas l'URSS... Sans parler de ses saillies nationalistes «anti-allemandes»... C'est dire que la voie réformiste, avec son respect des institutions, qu'il partage avec le PCF, risquent de ne pas être suffisants pour un prochain accord en vue de la future présidentielle en 2017.

Alain Krivine

## DÉPARTEMENTALES

# Le Front de gauche au fond de l'urne

Les élections départementales 2015 se déroulent dans un contexte de crise profonde. Selon les derniers sondages, l'abstention risque une nouvelle fois d'être le grand gagnant (elle avait atteint 56% en 2011)... juste devant le FN et la droite. Pour le PS, la défaite risque d'être sanglante. Dans ce contexte, l'enjeu pour le Front de gauche est important : garder ses 237 sièges de conseillers généraux, dont une grande majorité étaient issus du PCF.

Comme aux dernières élections cantonales en 2011, les candidatEs du PCF dominant. Sur les 3 026 candidatures Front de gauche, 63% sont communistes et seulement 7% sont du Parti de gauche. Le reste des candidatures sont soit issues des autres composantes du FG, soit d'EÉLV ou de Nouvelle Donne dans le cadre d'alliances. Par rapport à 2011, on constate aussi un certain tassement de la couverture territoriale : à l'époque, le Front de gauche était présent dans 83% des circonscriptions, 76% aujourd'hui... dont près de 70% pour le seul PCF.

**Une stratégie commune**

Contrairement aux dernières élections municipales, le Front de gauche pour ce scrutin part plutôt en ordre de bataille, avec une même stratégie d'alliance. Les divisions sont minimes puisque les alliances PCF-PS sont à la marge, ne concernant que 39 cantons, ainsi que quelques alliances avec des «frondeurs» comme c'est le cas dans l'Essonne. Ce qui prédomine pour ce scrutin, c'est l'alliance «Pour une alternative à gauche» regroupant le Front de gauche, EÉLV et Nouvelle Donne, espérant ainsi comme le dit Éric Coquerel du PG «que cette élection soit un peu moins difficile pour nous que pour les partis du



Côte à côte, ensemble, mais pour quelle orientation. DR

gouvernement, auxquels on refuse d'être assimilés puisqu'ils font une politique de droite».

C'est avec EÉLV que les candidatures communes aux élections sont les plus nombreuses : 12,5% des 1517 binômes qui ont l'investiture du Front de gauche, cela sur 57 départements. Les écologistes, eux, seront présents dans un peu moins de 1000 cantons, mais dans une certaine cacophonie politique. En effet, dans 45% des cas, EÉLV se présente avec au moins une composante du Front de gauche, 36% en autonomie complète, 16% en alliance avec le PS et, dans le reste des cas, à la fois avec le PS et le PCF. Cela ne facilite pas un message politique cohérent, en

tout cas pas celui d'une véritable opposition au gouvernement.

**Nouvelle union de la gauche ?**

Selon le Front de gauche, trois raisons fondamentales charpentent ces candidatures de rassemblement : «Éviter la surenchère libérale en empêchant la droite et l'extrême droite de faire main basse sur des dizaines de départements», «présenter des élus de proximité qui défendent le département et ses services publics pour amplifier les politiques de solidarité et d'égalité», «s'unir contre l'austérité qui frappe les collectivités, les services publics, mais aussi les associations». Mais au-delà, beaucoup au sein du Front de gauche y voient une étape

supplémentaire vers une nouvelle union de la gauche.

Pour Clémentine Autain d'Ensemble, «il s'agit de résister le plus possible aux méfaits des politiques de droite comme dites de gauche, et de préparer le terrain pour la reconstruction à gauche d'une force de transformation sociale et écologique». Même si il se montre plus prudent, indiquant que ce «rassemblement est d'abord à usage immédiat pour ces élections», Pierre Laurent considère tout de même que «cette gauche nouvelle qui émerge devra ensuite poursuivre et amplifier ce rassemblement au lendemain des départementales»... soutenu en cela par Cécile Duflot qui pense que l'on serait «à l'aube d'une recomposition politique majeure», malgré les divergences au sein même de son parti...

Les grandes manœuvres ont donc commencé mais sur quelle base et avec qui ? La direction d'EÉLV est divisée, voire au bord de l'explosion. Certains veulent rester dans la majorité et même retourner au gouvernement, à l'issue d'un remaniement post-électoral, qui sait... Quant aux «frondeurs», on le voit à chaque épreuve de vérité, leur opposition au gouvernement PS-Medef n'est que de façade : en aucun cas, ils ne souhaitent rompre avec la politique libérale à laquelle, au-delà du gouvernement, leur parti s'est converti. Les décanations ne sont pas encore allées jusqu'au bout, mais l'objectif semble bien dans les mois qui viennent d'aller vers une recomposition politique sans rupture programmatique et stratégique profonde avec la vieille gauche. Qui viendra les bousculer ?

Sandra Demarcq

## TOUT-SÉCURITAIRE ET ISLAMOPHOBIE

# Ripostons !

Dès les premières heures qui ont suivi les tueries de Charlie Hebdo et de l'Hyper Cacher au début du mois de janvier, une désagréable musique s'est faite entendre : les musulmans étaient sommés de se «désolidariser» des assassins, la «lutte contre le terrorisme» impliquerait une restriction des libertés et une multiplication des interventions militaires, «les Français» devraient tous s'unir, au-delà des clivages politiques et sociaux, contre un adversaire commun...

Lors de son congrès, trois semaines après les tueries, le NPA décidait de s'engager dans une campagne contre l'union nationale, l'islamophobie, l'offensive sécuritaire-autoritaire et la poursuite des expéditions impérialistes. Une campagne évidemment articulée avec une dénonciation sans ambiguïté de tous les racismes, y compris et notamment l'antisémitisme.

**L'offensive se poursuit**

Multiplication des agressions et des propos islamophobes, propositions de loi pour l'interdiction du port du voile à l'université, banalisation de la présence militaire dans les rues, surveillance renforcée d'internet, condamnations à répétition pour «apologie du terrorisme», censure de réunions publiques, notamment dans les universités, convocation d'élèves – parfois âgés de moins de 10 ans – dans des commissariats de police, encouragement à la délation chez les enseignants, Front national au centre de la vie



À Saint-Denis salle comble contre l'islamophobie et le sécuritaire. PHOTO: HÉRIQUE ROUGE / JMB

politique, etc. Quand bien même «l'état de grâce» de Hollande et Valls et le consensus politique national auraient fait long feu, force est de constater que l'offensive se poursuit et même s'approfondit. Heureusement, nombreux sont ceux qui, à l'instar du NPA, refusent de courber l'échine face à cette offensive tout azimuts, et de plus en plus de voix se font entendre pour refuser d'adhérer à un nouvel ordre «post-Charlie»,

raciste, sécuritaire et autoritaire, que l'idéologie dominante voudrait nous imposer.

**La réplique s'organise**

Nombre de réunions publiques et meetings ont ainsi été organisés et, partout, le constat et le même : une partie significative de la population refuse le silence qu'on voudrait lui imposer et est disposée à discuter, débattre et se mobiliser contre la déferlante raciste, les restrictions

des libertés et la volonté de mettre au pas la jeunesse.

Ainsi à Grenoble, le 10 mars, 500 personnes sont venues débattre avec Edwy Plenel de la situation «post-Charlie» (voir compte rendu page 10). À Saint-Denis, le 6 mars dernier, au moins autant de gens se sont déplacés lors d'un meeting contre l'islamophobie et le tout-sécuritaire. Une initiative qui a fait débat, y compris au sein du NPA, mais auquel notre organisation a décidé de se joindre, à juste titre au vu du succès de l'événement et de la qualité des interventions : témoignages de victimes de l'islamophobie, Syndicat de la magistrature dénonçant la dérive sécuritaire, collectifs de quartier contre les violences policières, Union juive française pour la paix affirmant le lien indissociable entre lutte contre l'islamophobie et lutte contre l'antisémitisme, etc. Tout en produisant son matériel et en développant ses arguments politiques, le NPA continuera évidemment à s'associer à ces initiatives unitaires, et contribuera au développement d'un large front contre l'offensive en cours, combattant fermement ceux qui tentent, du côté d'une certaine extrême droite, d'attiser les flammes de l'antisémitisme pour détourner de ses objectifs cet indispensable combat. Prochain rendez-vous ce 21 mars dans la rue !

Julien Salingue

NIGERIA

# Boko Haram franchit une étape

On l'a dit hier pour le réseau Al-Qaïda, on peut le dire aujourd'hui pour l'organisation « État islamique » (El ou Da'ïch/ Daech selon son acronyme arabe): ces structures fonctionnent, au plan international, comme autant de « franchises »...

Les contractants sont autorisés à utiliser le nom de la « marque », à condition, non pas de payer une contribution financière, mais de consacrer la suprématie politico-idéologique du noyau central de l'organisation. Boko Haram, le mouvement sectaire djihadiste créée en 2002 dans le nord-est du Nigeria (plus précisément à Maiduguri), a prêté allégeance samedi 7 mars à l'organisation « État islamique » qui occupe des territoires en Syrie et en Irak depuis juin 2014. Cette allégeance faite au « calife » autoproclamé Abou Bakr al-Baghdadi est censée donner une dimension plus spectaculaire encore aux actions de Boko Haram. Cependant, il ne fait aucun doute que le lien entre la secte nigérienne et le noyau de Daech, qui se trouve au Moyen-Orient, n'est pour l'instant que d'ordre symbolique et virtuel.

## Une secte radicale

Ainsi Boko Haram veut internationaliser le conflit qui l'oppose aux structures de l'État fédéral nigérien, un État oligarchique et extrêmement corrompu dont les ripostes – frappant souvent plus les civils que l'ennemi djihadiste – ont d'ailleurs contribué à la croissance initiale du mouvement. Boko Haram a beau être un mouvement ultra-violent, il ne se résume pas entièrement à cette dimension-là. La secte possède une certaine base sociale, qui se fonde d'abord sur



le rejet du régime nigérien, qui prive ce peuple de 177 millions de personnes de la quasi-totalité des fruits de la rente pétrolière. Son nom, souvent traduit du Haussa comme « l'éducation occidentale est interdite », signifie plutôt dans une traduction plus nuancée « la ruse des élites éduquées est contraire à la religion ».

Si la secte a une certaine base sociale, c'est aussi parce qu'elle a redistribué des terres situées aux frontières du Nigeria et du Cameroun à des paysans pauvres... même si cette « réforme agraire » sauce djihadiste a pu être réalisée surtout grâce au fait que des paysans animistes et chrétiens avaient auparavant été chassés! L'assaut de l'armée nigérienne en 2009, au cours duquel le fondateur

de la secte Mohamed Yusuf avait été abattu (et peut-être plus ou moins froidement exécuté), a eu pour résultat de radicaliser la secte plutôt que de l'endiguer. Aujourd'hui, sa violence n'a quasiment plus de limite: du 6 au 8 janvier 2015, Boko Haram a fait 2 000 morts en seulement trois jours, détruisant seize villages qu'il considérait comme ennemis.

## La France aux aguets

Depuis le début de l'année, la secte a internationalisé toujours plus le conflit, en portant la guerre notamment au Niger depuis début février. Les combats dans la zone frontalière avec le Cameroun sont déjà plus anciens, et Boko Haram avait transformé depuis trois ans l'extrême nord de ce pays en une

base de repli. Le régime camerounais avait d'ailleurs plutôt laissé faire, utilisant l'argument de la nécessaire lutte contre le terrorisme comme une rente de situation pour solliciter un soutien international et adopter (le 4 décembre 2014) une « loi antiterroriste » à visée générale ultra-répressive.

Or, depuis quelques semaines, et sous la pression de l'expansionnisme de Boko Haram surtout vers le Niger, les choses ont changé, et il y a une coordination des gouvernements de la région pour lutter plus efficacement contre la secte. Aujourd'hui, c'est surtout le régime tchadien, grande puissance militaire de la région sous protection de la France (que la dictature tchadienne a bien épaulée au Mali en 2013-14), qui peut bénéficier de l'effet de légitimation: être le premier adversaire militaire de Boko Haram... Ce qui ne change rien au caractère sanguinaire du régime d'Idriss Déby.

La politique française elle-même pousse ses pions pour renforcer sa présence militaire dans la région, sans vouloir – pour le moment – combattre directement en première ligne contre Boko Haram. Actuellement, la France, dont le ministre Laurent Fabius a visité le Tchad, le Cameroun et le Niger les 21 et 22 février, encourage surtout les efforts militaires des régimes locaux et leur promet une aide logistique.

Bertold du Ryon

## Le monde en bref

### Japon Il y a quatre ans, Fukushima.

La remise en service des réacteurs nucléaires Sendai 1 et 2 (extrême sud de la péninsule japonaise, à proximité du volcan Sakurajima) est autorisée pour début 2015. Pourtant quelque 16 000 personnes avaient manifesté en septembre 2014 à Tokyo contre ce redémarrage et les sondages montrent que la majorité de la population y est opposée.



L'opinion japonaise est anti-nuke. DR

Quatre ans après la catastrophe du 11 mars 2011, l'horreur n'en est qu'à ses prémices. La radioactivité est partout présente, dans les réacteurs éventrés comme dans les sous-sols gorgés d'eau qui souillent le Pacifique. La gestion des eaux contaminées est aujourd'hui le principal défi car la centrale est une véritable passoire: chaque jour, 350 m<sup>3</sup> d'eau douce sont injectés dans les réacteurs pour les maintenir à une température comprise entre 20 et 50°C. Cette masse liquide, au contact du combustible nucléaire dégradé, se charge en radioéléments solubles et s'infiltré dans les eaux souterraines. Quotidiennement, 650 tonnes d'eau radioactive doivent être pompées et traitées, avant d'être entreposées sur le site dans près d'un millier de réservoirs. Actuellement de 600 000 tonnes, le stock ne cesse d'augmenter.

Des fuites à répétition continuent de se produire. « Les rejets en mer continuent depuis le site de la centrale nucléaire, à un niveau difficile à quantifier, et l'ensemble du Pacifique nord est maintenant marqué par le césium 137 jusqu'à environ 500 mètres de profondeur », indique le directeur de l'environnement à l'IRSN.

Le plus difficile reste à venir: l'évacuation des cœurs des trois réacteurs, qui ont fondu juste après l'accident en formant un magma extrêmement radioactif, lequel a perforé les cuves. TEPCO (l'EDF japonais) ne prévoit pas de s'y attaquer avant 2020 ou 2025.

32 millions de personnes sont exposées au Japon à la radioactivité liée à la catastrophe nucléaire (Tchernobyl environ 10 millions...). La population est « dans une situation inextricable », comme le souligne la chercheuse Cécile Asanuma-Brice qui travaille au bureau du CNRS à Tokyo.

### Europe Cap maintenu sur la Grèce et l'austérité.

Les ministres des Finances européens se sont réunis lundi 9 et mardi 10 mars à Bruxelles. Sur la question grecque, ils ont d'abord poussé leur avantage après le recul du gouvernement Tsipras: ils ont refusé d'évaluer la liste des mesures transmises par les Grecs et n'ont pas donné le moindre feu vert au déblocage de fonds à Athènes. Pour l'Eurogroupe, ces mesures sont un « point de départ », pas davantage. Ils ont obligé la Grèce à recevoir à Athènes les experts du FMI, de la BCE et de la Commission européenne: la « troïka » est de retour! Depuis, le gouvernement grec a rempli ses engagements auprès du FMI en lui remboursant les sommes prévues en mars (1,5 milliard d'euros au total), et Tsipras et Varoufakis multiplient appels à l'aide et déclarations de bonne volonté, sans grand écho pour l'instant.

Mais ces réunions n'avaient pas que la Grèce à l'ordre du jour. Malgré les réticences de Draghi, le président de la BCE, les ministres des Finances ont accordé à la France un délai de deux ans (jusqu'en 2017) pour revenir aux 3% de déficit budgétaire... mais avec des exigences sur les réductions de dépenses et la poursuite des réformes antisociales. Pour le rassurer, Hollande a déjeuné avec Draghi: la casse sociale va continuer! Autre point fort de la réunion: le plan de relance des investissements annoncé à grand sons de trompe, il y a quelques mois. Il y a eu un accord entre les ministres pour le lancer sans aucun apport des États, ce qui risque d'handicaper un peu plus les ambitions de ce programme. Les naïfs qui voyaient dans ce plan un tournant et un assouplissement de l'austérité vont être déçus...

## ARGENTINE Les années de plomb

En mars 1976, l'Argentine restait le seul pays du cône sud latino-américain à ne pas être gouverné par une dictature militaire. Le coup d'État du 24 mars, dont c'est bientôt le 39<sup>e</sup> anniversaire, a ouvert la période la plus noire de son histoire. Avec ses 30 000 disparus, la dictature militaire argentine a surpassé en horreur celle du Chili, pourtant bien plus connue.

Vers la fin 1975, la situation était devenue insupportable aux yeux de la bourgeoisie locale et de l'impérialisme US. En 1969, des insurrections ouvrières et populaires avaient initié une énorme montée des luttes. Celle-ci aboutit à la chute de la dictature du général Onganía, ouvrant un processus démocratique bourgeois dans le cadre duquel le général Perón revint au pouvoir en 1973.

Après sa mort un an plus tard et son remplacement par la vice-présidente Isabel Perón, les grèves ne cessèrent de remporter des victoires. Face aux actions armées minoritaires et isolées des masses des Montoneros (d'obédience péroniste) et du plus petit PRT-ERP (section argentine de la IV<sup>e</sup> Internationale jusqu'en 1973), le gouvernement adopta un décret en vue de leur « annihilation »...

En janvier 1976, le projet de coup d'État des militaires reçut le feu vert de Washington. Mais si l'essentiel du soutien politique vint des États-Unis, le savoir-faire répressif fut la conséquence de quinze années de collaboration avec les gouvernements de la France. Videla, futur chef de la junte, avait été formé par le général Paul Aussaresses, tortionnaire en



Manifestation en mémoire des enfants disparus. DR

chef des Algériens, et les militaires argentins avaient reçu leur formation « technique » d'anciens membres de l'OAS.

Après le 24 mars 1976, ce sont les méthodes de la guerre d'Algérie qui ont été utilisées en Argentine. Les armes de prédilection en furent la torture et la disparition forcée de dirigeants politiques, syndicaux et étudiants, y compris de femmes enceintes, les bébés arrachés à leurs parents ou nés en captivité étant remis comme butin de guerre à de « bonnes familles ».

### Le « devoir de mémoire »

La résistance ouvrière n'avait jamais réellement cessé. Le 30 mars 1982, la CGT appela à une journée de protestation et à une marche vers la Place de Mai, siège du palais présidentiel. Le 2 avril 1982, une dictature désormais aux abois décida d'envahir la possession britannique des îles Malouines. La défaite approfondit la mobilisation ouvrière et populaire, obligeant les militaires à rendre le pouvoir et à des élections. Entré en fonction le 10 décembre 1983, le président Raúl Alfonsín

décréta l'inculpation des membres des juntes militaires et créa la Conadep (Commission nationale sur la disparition des personnes). Celle-ci parcourut le pays pour réunir des preuves sur les crimes de la dictature. Le procès des responsables commença le 22 avril 1985, et les deux chefs de la première junte militaire, Videla et Massera, furent condamnés à la prison à perpétuité. En 1989 et 1990, le président Menem amnistia les tortionnaires. C'est en réponse que surgit le « devoir de mémoire ». L'anniversaire du coup d'État devint une journée de lutte de la gauche et plus largement des forces « progressistes », avec des manifestations plus significatives que le Premier Mai. Ce fut aussi le début des procès pour « la vérité », visant à établir les circonstances des disparitions et à localiser les corps. En 2001, l'amnistie fut déclarée inconstitutionnelle.

Les procès contre les tortionnaires, contre les patrons qui en ont été les complices et contre les voleurs de bébés, ont repris en 2009. Ils continuent jusqu'à ce jour, comme dans le cas de Mario Sandoval, un ancien commissaire de police tortionnaire, à qui notre gouvernement avait accordé la nationalité française avant que l'Argentine ne demande son extradition et que la cour de cassation n'ordonne le 20 février dernier un nouveau procès.

### Virginia de la Siega

1 – La « gauche » argentine est ce que l'on appelle en France l'extrême gauche, le « progressisme » occupant la place de ce qui est ici la gauche.

## LOGEMENTS ET TRANSPORTS:

## Paris gagné pour qui?

«Casser les ghettos», «l'apartheid» grâce à une «politique de repeuplement» des banlieues? Au-delà de ce que cela dit du mépris de nos gouvernants envers les habitantEs des quartiers populaires, est-ce que cela a un sens ou une efficacité pour améliorer leurs vies?

**M**épris et brouillage d'une «union nationale» autour de l'idée qui ne peut être qu'acceptée: la ségrégation, ce n'est pas bien, mais qui peut vite en imputer la responsabilité aux victimes. Comme le dit le sociologue Thomas Kirszbaum, on «incrimine les quartiers où se concentrent des populations précaires et des minorités ethniques en décrétant qu'il faut changer leur peuplement». Depuis les années 60 avec les «villes nouvelles», et maintenant avec la «mixité sociale», on veut faire croire que c'est en amenant des gens aisés dans les quartiers pauvres que les pauvres vont... vont quoi? Devenir plus riches? Plus malins? La ségrégation et les discriminations ne sont pas combattues là où cela pourrait avoir un effet: emploi, vie publique, et surtout l'école, où la politique de prétendu reciblage de l'éducation prioritaire n'a comme seul effet que de faire diminuer les moyens.

## D'est en ouest...

S'il y a des «ghettos» en région parisienne, ce sont les ghettos de riches, où il est impossible de vivre si on n'a pas un niveau élevé de revenus et statut au moins de cadre supérieur. Depuis longtemps, ces populations aisées sont à l'ouest de la région parisienne, et au cours des 30 dernières années, leur territoire s'est étendu. Mais les «poches de pauvreté» sont, elles, toujours situées au nord-est de la capitale. Dans 31 communes où vit la population la plus aisée, le revenu a augmenté de 22% entre 2001 et 2011, alors que de 2008 à 2012 il baissait de 2,5% dans les communes pauvres. Et la proportion de la population immigrée (c'est-à-dire dont le chef de famille est immigré) y est passée de 27,4% des habitantEs en 1990, à 35% en 1999, puis à 44,2% en 2008. Depuis les années 90, la différenciation est-ouest n'a cessé de s'aggraver, se doublant d'un autre mode de ségrégation fondé sur la distance par rapport au centre. Cela accompagnait la désindustrialisation de la petite couronne autour de Paris (et donc de l'appauvrissement des villes ouvrières, puisque les ouvriers qui y vivaient étaient au chômage et que les communes perdaient les ressources de la taxe professionnelle) et le développement des emplois de cadres.



## Dans la concurrence mondialisée

Le Grand Paris Express (GPE) se présente comme un réseau autour de Paris qui mettrait «à moyen terme 90% des Franciliens à moins de 2 km d'une gare», avec le «développement des territoires les plus défavorisés de l'Île-de-France, qui ont besoin d'un accès facilité aux zones d'emploi». Beau discours qui ne colle pas à la réalité, et qui ne peut pas y coller... Parce que l'objectif, c'est de rester dans la course de la mondialisation avec Paris ville-monde performante. Le premier signe en est la mainmise par l'État sur le métro GPE, alors que le projet aurait pu être géré par la région et son Syndicat des transports (STIF), dont l'État était justement sorti avec la loi de décentralisation en 2004. Outre la conception globale, l'État peut ainsi prendre la maîtrise du foncier et de l'aménagement dans un rayon de 400 mètres autour de 69 gares, soit 138 km<sup>2</sup> (Paris intra muros, c'est 105 km<sup>2</sup>). Les villes-mondes sont l'outil de l'économie globalisée: concentrer les fonctions de commandement économique (sièges des firmes transnationales, institutions de la gouvernance économique mondiale), regrouper les acteurs de la mondialisation qui organisent la division du travail à l'échelle internationale; regrouper les fonctions de formation et de recherche, innovation, polariser les flux de marchandises et de capitaux,

d'informations. Il lui faut donc des infrastructures de transport et de communication pour une bonne accessibilité à l'échelle mondiale, meilleure que ses concurrentes... Le GPE est conçu d'abord pour ce type de ville (tertiarisation, gentrification, ségrégations...). On voit les grands pôles qui la bornent: aéroports d'Orly et de Roissy; à l'ouest le centre d'affaires de la Défense, et un stade géant; au grand sud-ouest le «cluster» scientifique de Saclay; au nord-est EuropaCity. Pour ces deux derniers, on retrouve l'idée coloniale de «peuplement»: tous les thèmes proposés au «débat public» laissent croire que ce sont des espaces vides sans habitantEs, sans activités, sans vie, sans projets, sans alternatives au Grand Paris, que l'on pourrait par conséquent s'approprié et aménager à sa guise.

## Ça ne va pas s'arranger...

En 20 ans, l'Île-de-France a gagné 1,1 million d'habitants, davantage que toute la ville de Marseille, et selon les scénarios, il y aura en 2030 12,8 millions ou 13,1 millions de Franciliens (19% de la population sur 2% du territoire français...). On peut donc avancer le chiffre de 500 000 déplacements journaliers supplémentaires par an, sans compter les déplacements liés à la polarisation des emplois sur quelques zones. Par exemple, quand on implante 100 emplois à Roissy, 15 profitent au territoire local... et 85 génèrent des flux dans toute l'Île-de-France et la moitié de la Picardie. Il ne va pas non plus améliorer le logement. 70 000 logements sont prévus par an, dont 30% de logements sociaux. Il y a déjà 400 000 demandeurs de logements sociaux. Sur 10 ans, 900 000 personnes vont arriver... Et la loi Duflo a maintenu les «logements intermédiaires», les PLS, dans les logements sociaux, alors que leurs loyers élevés les rendent inaccessibles à la majorité des demandeurs... mais pas à la population aisée que Paris ville-monde doit continuer à attirer. À qui profite Paris?

Isabelle Guichard



## TRANSPORTS EN ÎLE-DE-FRANCE, GRAND PARIS



## GRAND PARIS: Le capitalisme reste à la manœuvre!

Lorsque fraîchement élu à l'Élysée, Sarkozy, en a lancé l'idée en 2007, c'était peu après qu'il eut, en tant que président du conseil général du 92, lancé un plan de relance du quartier d'affaires de la Défense qui annonçait la même couleur: renforcer la place financière de Paris face à ses concurrents...

## Compétition internationale et déménagement du territoire

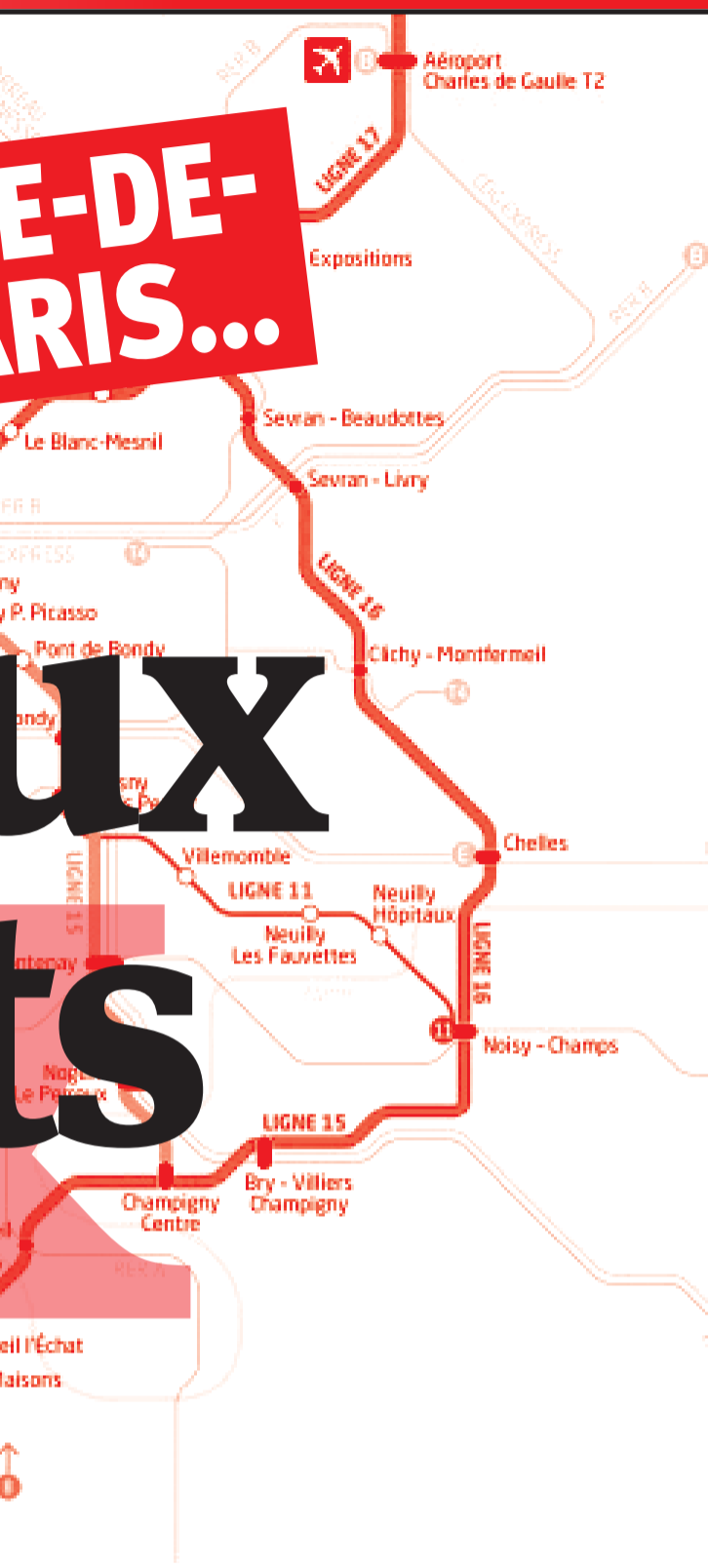
Dès les premières pages du dossier, on trouvait un classement des métropoles mondiales où Paris était menacé de sortir du podium des 4 «villes-mondes» (p. 18). Dans le diagnostic, on affirmait que l'évolution démographique limitait la croissance potentielle de la région: l'Île-de-France ne croissait pas plus vite que la moyenne nationale, grâce à l'excédent des naissances sur les décès, comme en province, et plus par la balance migratoire, alors que jusque-là les arrivants étaient plus nombreux que les partants (p. 19). Ce qui était plutôt rassurant pour ceux qui souhaitent un aménagement du territoire un peu moins déséquilibré inquiétait au contraire Sarkozy et sa bande qui programmaient 1 400 000 habitants de plus (p. 8) et un million d'emplois supplémentaires à l'horizon 2030 (p. 161). Pas question dans ce projet de donner du boulot à un million de chômeurEs, s'il s'agit de pomper

les forces vives de la province pour rivaliser avec Londres, New York et Tokyo, et tenir à distance Hong Kong et Singapour...

Mais comme l'agglomération est déjà asphyxiée par la circulation automobile et ses transports en commun saturés, il faut un énorme effort pour combler les lacunes énormes des réseaux ferrés. À Paris, 64% des déplacements se font en transports en commun, en proche banlieue 23%, en grande banlieue 10%. C'est désastreux pour la qualité de l'air et pour les gaz à effet de serre, mais surtout, pour ces messieurs, cela engendre des embouteillages qui multiplient les retards au travail au détriment de la production. Les retenues sur salaire ne sont pas une solution! Et puis il y a les liaisons avec les aéroports qui laissent à désirer: les businessmen ont quand même mieux à faire que de s'entasser dans le RER B avec la faune des banlieues, ou de pester contre les bouchons dans les taxis pour Orly ou Roissy!

## L'opération «Grand Huit» fait un tête-à-queue

Alors, va pour une double rocade ferroviaire souterraine automatique (sans grève!) et le prolongement par les deux bouts de la ligne 14 déjà automatique. «Principe d'exploitation envisagé, 3 lignes: Roissy-Orly via St-Denis et Paris, Roissy-Orly via la Défense, Le Bourget - La Défense via l'est et le sud de l'agglomération» (p. 2 de la synthèse du dossier). Mais la région Île-de-France, présidée par Huchon (PS) a aussi des projets: un «plan de mobilisation pour les transports» qui explose le budget habituel d'entretien et de remise à niveau de l'existant et des bouts de rocade, très timorés, qu'elle complète en catastrophe pour participer au débat public obligatoire pour un chantier de cette ampleur. Ce débat public a lieu en 2010-2011 et, à la différence de beaucoup de concertations-bidon, il est suivi par des dizaines de milliers d'élus et d'habitants insatisfaits, et surtout il débouche sur un projet très



# TRANSPORTS: La galère... et les moyens d'y répondre

En Île-de-France, la question des transports rime avec galère. Et celles-ci sont nombreuses pour les franciliens...

**B**udget pour se transporter, temps passé pour se déplacer, conditions dans lesquels cela se déroule... Triste et révoltant état des lieux d'une situation de plus en plus insupportable pour les usagers des transports en communs, mais également pour les automobilistes.

## Toujours plus cher

Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, pour la septième année consécutive, les tarifs des transports publics ont une nouvelle fois augmenté, cette fois-ci de 3%. Une hausse en partie due au passage de la TVA de 7 à 10% dans les transports, augmentation destinée à financer le crédit d'impôt compétitivité entreprises (CICE), cadeau de 20 milliards d'euros au patronat sans aucune contrepartie. Comme d'habitude, c'est bien la majorité de la population qui paie l'austérité pour remplir un peu plus les poches d'une minorité privilégiée.

La promesse d'un Pass Navigo au tarif unique de toutes les zones, initialement prévue pour 2012, va enfin voir le jour au 1<sup>er</sup> septembre 2015. Cependant, son prix sera de 70 euros... C'est une avancée certaine par rapport à la situation actuelle, mais toujours un vrai budget pour les classes populaires. D'autant qu'en réalité, cette dépense a pour utilisation principale de se rendre au travail. On peut le résumer ainsi : pour aller se faire exploiter, il faut payer!

Encore plus révoltant est la part des financements des transports en commun. Un quart seulement est supporté par le patronat, quand la population en prend à sa charge deux tiers. Le reste revenant à la charge des collectivités publiques. En moyenne, pour tous transports confondus, nous dépensons 15% de notre revenu pour nous déplacer, ce qui correspond à notre deuxième dépense, derrière le logement, mais devant l'alimentation...

## Perdre son temps

En Île-de-France, nous passons une bonne partie de notre temps dans les transports. La moyenne est de 1h30 par jour, et le temps de trajet moyen pour se rendre sur son lieu de travail est de 41 minutes. Une moyenne qui ne fait que s'allonger d'année en année, mais surtout lorsque l'on fait partie des classes populaires. En effet, le coût du logement pousse les plus pauvres à s'éloigner de plus en plus de leur lieu de travail. On voit bien là en particulier une des conséquences concrètes de la gentrification de Paris.

Une situation qui ne peut que s'aggraver, avec une urbanisation de plus en plus anarchique. Mais aussi par le fait des restructurations des entreprises et du projet du Grand Paris. En effet, cela va accentuer la concentration des zones de travail, toujours plus éloignées des cités dortoirs. D'autant qu'il est toujours aussi difficile, voire impossible, de se déplacer en transport en commun de banlieue à banlieue, sans devoir faire un détour par Paris.



## Des conditions lamentables

Retards, trains supprimés, rames bondées, etc. tel est le quotidien des usagers des transports en commun. C'est là le résultat d'une politique de désinvestissement de l'État dans les services publics et notamment dans les transports, dans la perspective de l'ouverture à la concurrence.

Dans la pratique : la régularité se détériore, particulièrement sur les lignes A, D ou N mais la situation n'est guère plus reluisante sur le reste du réseau, comme dans le RER B ou encore la ligne 13 du métro...

Les causes ? Le réseau actuel est vieillissant et saturé. À titre d'exemple, le RER D a vu sa fréquentation augmenter de 40% en 8 ans (30% pour la ligne B)... avec les mêmes infrastructures vieilles de 30 ou 40 ans!

En même temps, les agents de la RATP et de la SNCF subissent une offensive contre leurs conditions de travail, dont le premier impact sera la qualité du service rendu

aux usagers. Des entreprises qui appliquent les critères de gestion d'entreprises privées : suppressions massives d'effectifs (2400 postes en moins à la RATP depuis 2008), désertification des gares et des trains, manque de formation et perte de savoir-faire, organisation en activités complètement séparées, ce qui pose de graves problèmes de réactivité en cas d'incidents... Tout l'opposé de ce que devrait apporter un véritable service public. Aujourd'hui, on demande aux agents de la RATP et de la SNCF de faire toujours plus avec moins de moyens : impossible d'assurer dans ces conditions un service public de transport de qualité en toute sécurité.

Si elle doit embaucher, plutôt que de le faire pour entretenir le matériel et les voies, la RATP préfère avoir recours à des emplois précaires (des temps partiels sur des temps de travail extrêmement court), dont la mission est d'entasser, voire de pousser les voyageurs dans les rames. Une vision très particulière du service public : transporter les usagers comme du bétail.

## La route elle aussi saturée

Pas étonnant alors que les Franciliens se rabattent sur la voiture. Cela a pour conséquence une augmentation de 26% des embouteillages ces cinq dernières années. Résultat : la pollution atmosphérique atteint des records!

Il faut aussi rappeler qu'en Île-de-France, le transport de marchandises est désormais assuré à 88,7% par la route, bien au-dessus de la moyenne nationale. Le résultat d'une politique de destruction méthodique du Fret SNCF, politique organisée depuis l'ouverture à la concurrence de ce secteur. Les

triaux et dépôt Fret ferment les uns après les autres, les effectifs ne cessent de chuter... Ainsi, les marchandises ne sont désormais plus transportées par train, mais par des camions, aggravant toujours plus l'encombrement routier. Et pendant ce temps, on laisse par exemple moisir l'ancienne ceinture ferroviaire de Paris. Et si on envisage une reconversion de cette dernière, c'est pour en faire une « coulée verte » afin de balader les touristes... Pourtant, avec son offre de correspondances inégalable (2 lignes de RER, 9 de métros, les principaux triages fret), elle offrirait un moyen de transport en commun ferroviaire, mais aussi de marchandises, efficace et écologique au cœur même de la capitale.

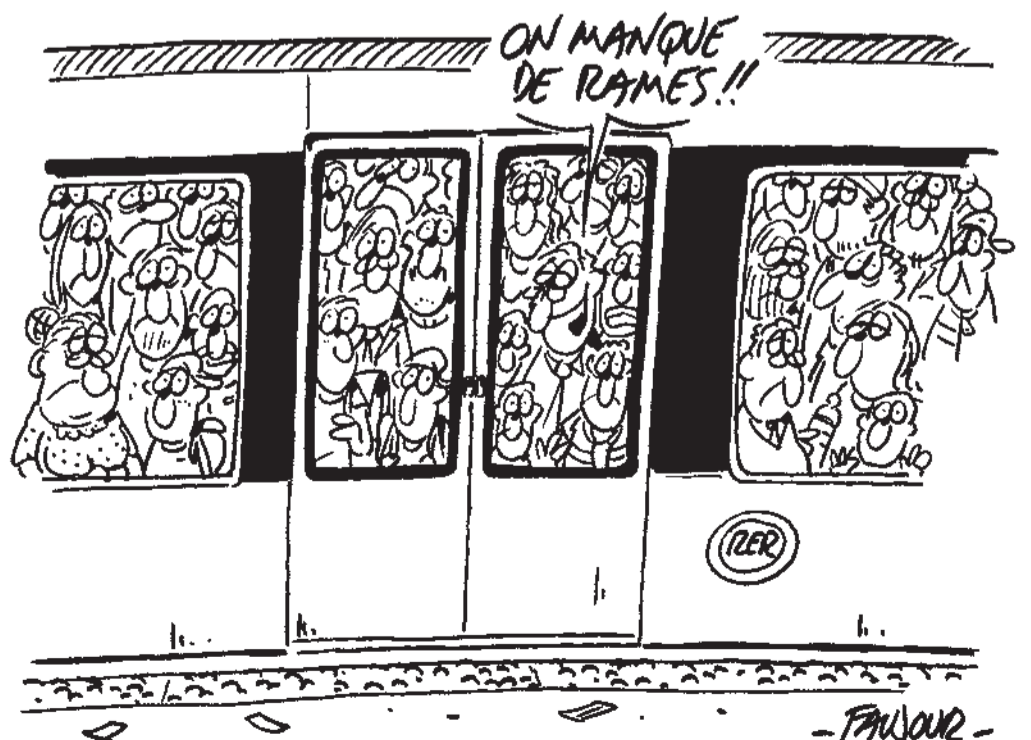
## Des mesures d'urgences

Pour faire face à une situation devenue plus qu'insupportable, il est urgent de mener une politique des transports anticapitaliste, éloignés des intérêts de rentabilité :

- La gratuité des transports en commun, prise en charge par le patronat. Se déplacer, que ce soit pour aller au travail, ou toute autre activité, ne doit plus être un luxe!
- Arrêter les suppressions de postes à la RATP et à la SNCF et embaucher des agents en nombre suffisant pour assurer le service quotidien, rénover et construire de nouvelles infrastructures.
- Renouveler le matériel roulant pour assurer la sécurité et la régularité des circulations.
- Dédoubler les lignes de RER dans Paris, ainsi que la ligne 13 du métro, aujourd'hui totalement asphyxiées.
- Rouvrir la petite ceinture ferroviaire à Paris pour le transport des personnes et des marchandises.
- Rendre les différents modes de transport en commun complémentaires, dans un réseau dense et efficace. Ainsi l'ouverture d'une ligne de tram ne doit pas obligatoirement être suivie de la fermeture d'une ligne de bus.

Matthieu Chapuis

LE RER C'EST LA GALÈRE...



Grand Paris, le meilleur des mondes? DR

différent de ceux de Sarkozy et de Huchon. Les priorités ne sont plus les mêmes : les aéroports sont desservis en dernier, vers 2030 puisqu'ils bénéficient déjà du RER B. Idem pour La Défense qui a le RER A (certes toujours bondé et souvent en panne), le train, le tram et qui va être soulagée vers 2020 par le prolongement vers Mantes-la-Jolie du RER E (Bizarrement ce grand projet n'a que peu été critiqué...). Le maillage avec les lignes existantes est bien meilleur : il y a 70 gares nouvelles au lieu d'une quarantaine, ce qui permettra à des centaines de milliers de banlieusards de se passer d'une bagnole ou d'éviter 50 km de train par Paris ou plusieurs bus pour aller dans une banlieue voisine... Pour autant, tout n'est pas parfait, le capitalisme reste bien à la

manœuvre! L'urbanisation autour des gares va relancer la spéculation immobilière; les autoroutes ont encore de beaux jours devant elles; Et même si c'est programmé pour plus tard, ni Sarkozy ni Hollande n'ont abandonné la desserte du Plateau de Saclay (futur pôle universitaire lié à des centres de recherche privés) et du Triangle de Gonesse (centre commercial et de loisirs géant dont rêve Auchan) alors que ce sont des zones à vocation agricole.

Ce sont bien ces projets de bétonnage de terres riches dont l'agglomération a besoin qui doivent être combattus (et beaucoup plus fortement!), et pas la mise à disposition de banlieusards déshérités de commodités comparables à celles des Parisiens.  
Jacques Capet

## ÉCHIROLLES (38)

Les facteurs entament leur 3<sup>e</sup> semaine de grève!

Depuis le mois de novembre, les facteurs d'Échirolles (banlieue sud de Grenoble) sont en lutte pour défendre leur bureau de poste et leurs conditions de travail.

En effet, La Poste a non seulement décidé d'imposer à tous les facteurs du département une réorganisation de leur temps de travail en mettant en place une pause méridienne obligatoire, mais également de fermer leur bureau pour réaliser une opération immobilière juteuse. La pause méridienne aurait pour conséquence de changer les horaires de tous les facteurs en les faisant travailler matin et après-midi. Cette pause est un prétexte pour supprimer des tournées et casser encore un peu plus le métier de facteur. Sur cette revendication, La Poste a reculé la semaine dernière.

Quant à la délocalisation, les facteurs seraient dispatchés comme des pions dans deux centres courrier de communes voisines. Tournées rallongées et restructurées, entassement dans des centres, La Poste ne recule devant rien pour faire toujours plus de profit, quitte à mettre la santé des agents en danger.

## Un large soutien populaire

Depuis novembre, la mobilisation ne faiblit pas et recueille un large soutien de la population, des commerçants de la ville et des élus attachés à un service public de proximité et de qualité. Une pétition a déjà reçu plusieurs milliers de signatures. Samedi dernier, un comité de soutien a été lancé et un grand loto a permis de rassembler plus de 200 personnes, dans une soirée festive où facteurs et usagers ont pu se retrouver et échanger.

De son côté, La Poste préfère se faire épingleur par l'inspection du travail et embaucher des intérimaires pour couvrir les tournées. Elle n'hésite pas non plus à menacer les agents. Tout est bon à sacrifier au dieu du profit.

Mais malgré ces méthodes, la mobilisation ne faiblit pas, et les facteurs entament leur 3<sup>e</sup> semaine de grève. Prochaine étape, une marche de soutien samedi 21 avril à 10 h devant la mairie d'Échirolles.

Pascale Harmenn

Pour donner à la caisse de grève, chèques à SUD PTT, 12 bis rue des Trembles 38100 Grenoble, avec au dos la mention «grève d'Échirolles»

Une nouvelle loi était indispensable. Les procès Lambert et Bonnemaison avaient relancé publiquement le débat sur le droit à mourir dans la dignité, et démontré au passage les insuffisances de la loi Léonetti de 2005. Une loi contre l'acharnement thérapeutique, qui instaurerait simplement un droit à «laisser mourir».

Le rapport Sicard de 2012 dénonçait «la surdité face à la détresse psychique et aux souhaits des patients», et constatait «les difficultés et les retards que connaît encore l'organisation de la prise en charge de la fin de vie en France. En particulier, l'absence de formation spécifique des médecins à ce sujet, le développement encore insuffisant de la prise en charge palliative des malades en fin de vie, y compris à domicile...»

## Insuffisances et déceptions

Ce sont deux députés, l'un du PS et l'autre de l'UMP, Alain Clays et Jean Léonetti, qui présentent ensemble un nouveau projet de loi. Il n'autorise ni l'euthanasie ni le suicide assisté, mais instaure simplement un droit à une sédation «profonde et continue» jusqu'au décès, pour les malades en phase terminale, ainsi que des directives anticipées contraignantes.

Cette nouvelle loi déçoit l'association pour le droit de mourir dans la dignité, l'ADMD, qui y voit un abandon de la proposition 21 du candidat Hollande. En effet, sans utiliser le mot «euthanasie», le candidat du Parti socialiste avait souhaité «une assistance médicalisée pour terminer sa vie dans la dignité».

Pour de nombreux députés socialistes aussi, cette loi est insuffisante. Derrière Jean-Louis Touraine, député PS du Rhône et professeur de médecine, 130 d'entre eux présentaient un amendement qui précisait que «toute personne majeure et capable, en phase avancée ou terminale d'une maladie incurable, provoquant une douleur physique ou une souffrance psychique insupportable, peut demander à bénéficier d'une assistance médicalisée active à mourir.» Cet amendement, le gouvernement n'a pu le faire rejeter que grâce aux voix des députés de l'UMP!

## Une promesse oubliée

FIN DE VIE

Toutes les grandes avancées sociétales se font dans la douleur. On se souvient des débats autour du droit à l'IVG, du mariage pour tous. Mais pour le droit de mourir dans la dignité, François Hollande souhaitait «éviter les affrontements et trouver un point de consensus». Sa majorité minée par sa politique économique, il n'avait pas envie de voir dans la rue un mouvement similaire à La Manif pour tous...



## Le pouvoir médical a la vie dure

Alors que le respect des directives anticipées, consignées par écrit par les patients, devrait s'imposer aux médecins, la nouvelle loi donne malgré tout aux praticiens la possibilité de ne pas les appliquer, s'il jugent ces directives «manifestement inappropriées» ou en cas «d'urgence vitale». Autant de possibilités d'interprétation, de recours, d'affrontements avec une famille qui veut faire respecter les directives anticipées de son proche, à un moment où la sérénité devrait régner à l'approche de la mort d'un être cher. Mais le pouvoir médical a la vie dure... De même, la loi prévoit que la sédation sera obligatoirement

associée à l'arrêt de tout traitement à visée thérapeutique, réanimation, mais aussi nutrition et hydratation artificielles. On sait que Vincent Lambert avait survécu 31 jours à l'arrêt des traitements. Pour la famille qui assiste à la lente déshydratation de son proche, refuser l'aide active à mourir et s'en tenir à l'arrêt des traitements et de l'alimentation peut être d'une violence terrible.

## Une occasion ratée

Toutes ces limites de la loi n'ont pas suffi à calmer les opposants – dont les représentants religieux qui ont pris une position commune – qui y voient à juste titre un pas de plus vers une euthanasie active. En 1999, un premier texte de loi était voté, qui affirmait pour tous l'accès aux soins palliatifs. Aujourd'hui, seulement un Français sur cinq peut exercer ce droit. Car le premier obstacle à mourir dans la dignité, c'est l'austérité à l'hôpital, le temps que les équipes soignantes n'ont pas pour tenir la main de ceux qui vont mourir, pour accompagner les familles,

la pénurie d'équipes spécialisées en soins palliatifs et en fin de vie dans les hôpitaux.

En 2005, la loi Léonetti contre l'acharnement thérapeutique était votée. Mais aujourd'hui, celui-ci continue encore trop souvent. En 2015, une nouvelle occasion est donc ratée. Pourtant, lors du débat présidentiel, François Hollande avait dû reconnaître qu'en France, «il y a 7 000 à 8 000 euthanasies qui se font sans que nul ne le sache», laissant seuls médecins et équipes soignantes face à leurs décisions. Pourtant l'euthanasie active est autorisée à des degrés divers au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Belgique ou en Suisse.

Le soulagement de la souffrance ne suffit pas toujours. Les soins palliatifs ne font pas disparaître toutes les demandes de fin de vie. Pour nous, le droit de choisir sa fin de vie est un droit élémentaire du patient. Sédation pour mourir endormi, euthanasie active, recours au suicide assisté, c'est le patient qui doit choisir en toute connaissance de cause.

Frank Cantaloup

## AIRBUS

## Mobilisations à Nantes et Saint-Nazaire

Le groupe Airbus aussi : CA +5%, résultat net +54%. Du coup, bien sûr, le cours de l'action s'envole : elle était le 10 mars à 59 euros, contre 41,35 euros le 1<sup>er</sup> janvier! Mais pour la direction, cela ne suffit pas, et, sous prétexte de compétitivité, elle est passée à l'offensive contre les salariéEs.

Des modifications d'horaires ont été annoncées à celles et ceux qui sont en 2x9. Y sont incluses l'augmentation du temps de présence sur le site et la limitation de la plage horaire d'arrivée et de départ, qui leur permettait de mieux organiser leur quotidien. Les ingénieurs et cadres au forfait jour ne sont pas épargnés, et une augmentation de leurs jours travaillés est actuellement en négociation.

Avec un chiffre d'affaires en hausse de 7% et un résultat net en hausse de 68%, Airbus pète la santé...



Un échantillon des profits d'Airbus... PHOTOTHÈQUE ROUGE/THOMAS MITCH

## Les débrayages continuent

La bonne nouvelle, c'est que les travailleurEs des établissements d'Airbus de Nantes

et de Saint-Nazaire ne se laissent pas faire. Suite à une consultation initiée par la CGT et la CFDT sur les sites, ils et elles se sont majoritairement

prononcés contre la modification de leurs horaires, et ont organisé des débrayages massifs.

À Nantes, plus de 700 salariéEs ont participé aux débrayages depuis le 27 février, et ça continue. Idem à Saint-Nazaire : plus de 700 salariéEs ont participé aux premiers débrayages avec le soutien de la CGT seule, la CFDT s'étant vite retirée. Mieux, sur ce site, la direction a commencé à essayer de négocier.

Si l'expérience de Nantes et Saint-Nazaire inspire les salariéEs de tous les sites d'Airbus et s'intensifie, les projets de la direction pourraient bien échouer.

CorrespondantEs

## CENTRE HOSPITALIER D'ORLÉANS (45) -----

## Aux urgences, la grève dure... très dure

Dans un contexte général de casse de la santé publique et des hôpitaux, la reconstruction du centre hospitalier régional d'Orléans connaît les pires difficultés. Le regroupement sur un seul site de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique vise à faire des économies de personnel en rationalisant l'organisation des soins et la logistique de l'hôpital...

À peine partiellement ouvert, ce projet pharaonique d'un milliard d'euros connaît ses premières difficultés. Lancée avant la crise, cette reconstruction est devenue une épine douloureuse dans le pied des technocrates

du ministère. Tout a été fait pour saboter ce projet jugé après coup démesuré et trop coûteux. Prévu pour fonctionner avec mille emplois supplémentaires (médicaux et non médicaux) lors de son élaboration, c'est avec des créations d'emplois nulles





De plus en plus vrai... PHOTOTHÈQUE ROUGE/AUCE DESHAYES

## TRAVAIL

# Mineurs en danger

*Ce gouvernement ne met pas de limite à la régression sociale : il s'apprête à publier deux décrets modifiant les conditions d'emploi des travailleurs mineurs en formation à des travaux dangereux.*

Le code du travail prévoit une liste de travaux dangereux pour lesquels il est interdit d'affecter des jeunes travailleurs mineurs (machines, produits chimiques, agents biologiques...). Pour les jeunes en formation professionnelle (apprentis par exemple), le patron peut toutefois déposer une demande de dérogation auprès de l'inspecteur du travail. Celui-ci se déplace dans l'entreprise pour vérifier que la sécurité est assurée et, si ce n'est pas le cas (par exemple si une machine n'est pas équipée de protecteur ou si elle est défectueuse), peut refuser la dérogation.

Une visite dont les patrons vont désormais être dispensés ! Un premier décret prévoit en effet de remplacer le régime de dérogation sur autorisation administrative préalable par un système déclaratif : désormais les patrons pourront se contenter d'envoyer une déclaration d'emploi de mineurs sur des travaux dangereux en jurant que la sécurité est garantie ! La loi avait pourtant déjà été assouplie il y a peu pour permettre aux patrons de demander la dérogation une fois tous les trois ans seulement. Mais cela n'a manifestement pas suffi aux yeux du ministre du Travail.

## La pression des patrons ou la santé des salariés ?

Le résultat, c'est que le contrôle de conditions de travail se fera après coup. Quand on sait que les inspecteurs du travail sont surchargés et que le gouvernement a fait baisser de 10% les effectifs de contrôle l'année dernière, autant dire que les visites ne seront plus systématiques et que ce n'est qu'une fois un accident survenu que la situation dangereuse sera découverte... Tout l'inverse d'une logique de prévention, alors que le taux de fréquence des accidents du travail est plus élevé chez les jeunes : la dérogation est vue comme une tracasserie administrative et non comme un outil de préservation de la sécurité. C'est aussi éloigner encore un peu plus l'inspection du travail des entreprises, la visite de l'inspecteur étant souvent l'occasion d'un contrôle approfondi.

Le second décret modifie les conditions d'emploi de mineurs en formation à des travaux en hauteur. Ils sont aujourd'hui possibles sans demande de dérogation seulement si le risque de chute de hauteur (première cause d'accident du travail en France) est empêché par des moyens de protection collective (garde-corps). Cédant à la pression des patrons du BTP, pour qui les protections

collectives sont chères et longues à monter, le ministère du Travail va autoriser pour les mineurs les travaux en hauteur sur échelles et ceux avec protection individuelle (port du harnais par exemple). Une autre aberration en terme de prévention, alors que les agents de contrôle se battent sur les chantiers pour que les patrons mettent en œuvre des protections collectives au lieu d'équipements individuels : leur mise en place requiert en effet une action volontaire de la part du

salarié et suppose une formation dont les patrons se dispensent trop souvent. Ces décrets ont une grande portée : ils attaquent la protection des mineurs, cela alors que les premières lois sociales du pays ont cherché à encadrer le travail des enfants et font passer la sécurité au travail au rayon des entraves à la libre entreprise. Mettre ce gouvernement hors d'état de nuire devient vraiment un enjeu de santé publique !

**Comité inspection du travail Île-de-France**

## NANCY(54)

# Répression antisyndicale chez les éducateurs

*De novembre 2011 à février 2012, une équipe d'éducateurEs de rue de l'association Vivre dans la Ville à Vandœuvre (54) ont fait 29 jours de grève, avec occupation du hall du conseil général...*

En janvier 2013, les contrats de travail des éducateurEs de Vivre dans la Ville sont transférés vers Jeunes et Cité, une association plus importante, cela sur décision du conseil général... avec suppression de deux postes administratifs.

À partir de là et jusqu'en septembre 2013, s'abat une répression syndicale à l'encontre de l'ensemble des ex-Vivre dans la Ville, répression se concluant par le licenciement pour faute grave (sans préavis ni indemnité) des trois syndiquéEs de l'équipe (Sud et CGT), dont un camarade du NPA.

## Acharnement et usage de faux...

Le procès en appel concernant leur licenciement a eu lieu mardi 3 mars à Nancy.



Autoportraits des trois licenciés...

L'avocat de l'employeur a usé de toutes les manœuvres possibles : mensonges, manipulations diverses... Que le patron soit dirigeant de La Poste ou qu'il vienne de l'industrie, du commerce ou du secteur social, les méthodes sont rigoureusement identiques : répression, répression et encore répression.

La cour d'appel de Nancy était pleine à craquer des soutiens aux trois éducateurEs :

ex-collègues, habitantEs du quartier et syndicalistes... L'avocate des salariéEs licenciés a démontré que le motif invoqué, l'insubordination, ne reposait sur rien, et que, pour parvenir à les mettre à la porte, l'employeur n'avait pas hésité à fabriquer un faux document à en-tête ministériel... La décision de la cour sera prononcée le 28 avril prochain.

**Correspondant**

## RÉFORME DU COLLÈGE

# Moins d'enseignements, plus de n'importe-quoi !

*Najat Vallaud-Belkacem vient d'annoncer sa future réforme du collège. Son objectif : faire baisser les heures de cours qui sont dispensées aux élèves au cours d'une semaine. Un rude coup porté, à travers cette baisse de moyens, dans des collèges déjà lourdement touchés par les suppressions de postes d'enseignantEs de ces dernières années.*

Les heures hebdomadaires d'enseignement reçues par les élèves seraient en diminution, mais elles seraient globalisées sur plusieurs disciplines. Cela revient à mettre en concurrence les enseignants d'un même établissement pour le « partage du gâteau ». La diminution des enseignements dispensés et des horaires disciplinaires sera soi-disant compensée par la création de modules d'enseignements pluri-disciplinaires en groupes d'élèves à effectif réduit. Cela rappelle les « itinéraires de découverte » mis en place par le gouvernement Jospin, disparus des emplois du temps des élèves de presque tous les collèges sans que soient restituées les heures d'enseignement sur lesquelles la création de ceux-ci avaient été prises...



Les collèges bientôt à nouveau dans la rue... PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

La stratégie politique est implacable : prendre des heures de cours pour faire du saupoudrage, supprimer ces modules sans restituer les heures de cours. Il s'agit de ponctionner des moyens en douceur... À travers la création de ces modules, ce seront 20% des contenus enseignés qui seront définis localement : un pas de plus contre le principe d'égalité porté théoriquement par des programmes d'enseignement nationaux.

## Une réforme héritière des réformes de droite

Cette réforme prend modèle sur les heures de classe perdues ces dernières années par les élèves dans le premier degré avec la réforme Darcos (suppression du samedi matin). Elle prend également modèle sur la réforme Chatel du lycée, avec laquelle les lycéens ont perdu des heures de cours. On franchit aujourd'hui une étape supplémentaire dans la destruction de l'école publique : moins d'enseignements, plus de dérèglementation...

Une résistance unitaire est urgente et nécessaire et les syndicats sont attendus au tournant. Il est plus que temps de durcir le ton, mais les abstentions successives de la FSU dans les instances ministérielles ne vont pas dans ce sens. Le SNES-FSU titre dans sa presse : « une jeune ministre pour de vieilles idées » : espérons que ce titre offensif se traduise par un branle-bas de combat pour mettre les enseignantEs en grève et dans la rue le 9 avril.

**Camille Sediart**

que le nouvel hôpital et ses 300 lits supplémentaires ouvrent. Délirant !

## Comme de vulgaires cliniques commerciales...

Gangrenés financièrement et idéologiquement par le mode de financement de la tarification à l'activité (T2A), les hôpitaux publics sont contraints de fonctionner non pas en fonction des besoins de la population mais suivant la rentabilité des soins dispensés.

Depuis l'épisode de la canicule de 2003 avec ses 15000 morts, l'activité des services d'urgence n'a cessé d'augmenter sans réels moyens supplémentaires. Mais ce que souligne surtout cette crise, c'est la profonde mutation que les réformes successives du système hospitalier public ont imposée aux établissements. Poussés à fonctionner comme des cliniques commerciales, les hôpitaux n'arrivent plus à prendre ce

qui n'est pas « programmé », comme les patientEs des urgences.

Outre qu'ils perturbent les véritables chaînes de production de soins que sont devenues les unités d'hospitalisation, les patientEs des urgences exposent les services à un risque vécu comme majeur par les directions : la durée de séjour... Un lit occupé trop longtemps n'est plus disponible pour accueillir d'autres personnes génératrices de nouvelles rentrées d'argent ! De plus, avec la saturation des urgences, l'hospitalisation « sauvage » de 30 à 60 malades sur des « brancards », le manque de lits en gériatrie, et le refus d'hospitalisation pour cause de rentabilité, c'est la mise en danger des patientEs et du personnel. Le plan de retour à l'équilibre impose un sous-effectif chronique et des conditions de travail désastreuses (rappel à domicile des agents, heures sup, alternance jour-nuit...)...

## Le droit de retrait, du jamais vu !

Lundi 23 février, après avoir fait valoir son droit de retrait, l'équipe des urgences a voté la grève reconductible à compter du lundi 2 mars. Les revendications ? Arrêt de l'hospitalisation « sauvage » dans les couloirs des urgences ; remplacement de tout le personnel en arrêt (maladie, maternité...) pour que les repos hebdomadaires soient respectés et les récupérateurs planifiés (plus de 5000 heures supplémentaires) ; création de postes pérennes d'infirmierEs ; renforcement des services d'hospitalisation d'aval en moyens et en personnel.

Devant l'absence d'ouverture de négociations avec la direction, avec le soutien des médecins urgentistes et de l'ensemble des hospitaliers, une délégation d'hospitalierEs s'est invitée à l'ARS du Centre en intersyndicale SUD-CGT. Une véritable convergence des luttes avec l'équipe des urgences du CHRU de Tours, en grève depuis un mois. La



AG aux urgences, la grève continue. DR

délégation d'Orléans a exprimé sa détresse, sa souffrance au travail et les risques pour les patients. La réponse de l'ARS : budget contraint (les 10 milliards d'économies d'ici 2017!) et renvoi des décisions à la direction de l'hôpital. Seul déblocage : payer quelques heures supplémentaires... Une proposition aussitôt refusée par les hospitaliers présents. Même discours du patron du CHR... Et même refus de cette aumône méprisante

de la part de l'équipe des urgences. La grève continue.

Le personnel est fortement demandeur d'une convergence des luttes de tous les services d'urgence. Un appel va être lancé à tous et toutes les hospitalierEs pour amplifier cette lutte exemplaire et créer le toutes et tous ensemble incontournable pour gagner.

**CorrespondantEs**

## **Les comités en action !**

**Saint-Gaultier (36) Candidat pour faire entendre le NPA!** Notre candidature a pour premier objectif de faire découvrir le NPA dans l'Indre. Beaucoup de gens connaissent par exemple Olivier Besancenot, mais ce n'est pas pour autant qu'au niveau local nous arrivons à percer et à nous faire entendre. Et si nous ne sommes pas présents aux élections, les médias ne nous tendent pas le micro...



DR

Pourtant le NPA est présent dans pas mal de luttes locales (droit au logement, sans-papiers, soutien aux travailleurs pour leurs emplois, antifascisme...). Notre volonté est donc de porter une voix anticapitaliste et révolutionnaire dans la rue, mais aussi dans les élections, et ces élections sont donc pour nous un haut-parleur. Antoine Godon, préparateur en pharmacie et porte-parole du NPA 36, et Josiane Delaune, aide-soignante et militante CGT santé, non encartée mais proche de nous, sont donc candidats. Les remplacements sont Gautier Châtain, commerçant et militant NPA depuis quelques mois, et Cathia Delaveau, animatrice socio-culturelle et non encartée. Peu importe qui est encarté ou non, tout le monde se présente clairement sous l'étiquette du NPA. Avant de nous présenter, nous avons rencontré le FDG qui souhaitait parler avec nous des élections. Ils nous ont dit clairement qu'ils côtoyaient un mouvement de jeunes citoyens dans l'Indre afin de créer « l'Alternative Citoyenne », et qu'ils ont aussi rencontré ÉÉLV et le PS. Nous leur avons clairement dit que nous ne nous allions en aucun cas avec le PS et ÉÉLV (lors des élections municipales à Châteauroux, ÉÉLV s'était allié dès le premier tour avec le PS, et pour le second tour, certains de leurs militants avaient fait une liste fourre-tout avec le PS et des candidats de deux listes de droite). Vu qu'avec Lutte ouvrière et Communistes, aucun dialogue n'est possible (ce n'est pas faute d'avoir essayé auparavant), nous avons donc décidé de partir seuls. Faut de moyens, nous avons donc décidé de nous concentrer sur un seul canton, celui de Saint-Gaultier, avec toujours la même volonté : parler de changer la société avec des idées concrètes. Utiliser tous les moyens possibles pour faire parler de notre vision des choses, dans les urnes et dans les luttes !

### **Grenoble (38) 500 personnes à la conférence débat avec Edwy Plenel!**

Mardi 10 mars, on avait rarement vu une telle affluence avec des personnes venues d'horizons très divers, visiblement heureuses de se retrouver aussi nombreuses dans la foulée de « l'après Charlie » ! De « vieux » militants de l'antiracisme, des féministes, des syndicalistes, des membres du PCF, du PG, d'Ensemble, du NPA, deux imams, mais surtout beaucoup d'adultes et de jeunes venus des quartiers populaires voisins. Ils avaient répondu à l'appel d'un collectif constitué rapidement après les tueries de janvier : l'UD CGT, Sud PTT et Météo, la CNT, Osez le féminisme, la Maison des femmes, la Patate chaude (association locale de soutien aux Roms), Alternatiba, la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, le Collectif de soutien aux réfugiés algériens, le Mouvement de la paix, Iran solidarité, Nous Citoyennes, Dialogue et culture, le NPA, Ensemble, le PCOF et le PG...

Les réunions de préparation de cette soirée ont permis de partager des analyses communes : rejet de l'unité nationale, des politiques sécuritaires et libérales qui renforcent les inégalités, refus aussi de la politique guerrière conduite par les

# Un nouveau départ

Élu lors du dernier congrès, le nouveau CPN a tenu sa première réunion le week-end dernier. Une réunion de mise en place, mais aussi de discussions sur les évolutions tant au niveau hexagonal qu'à propos de la Grèce.



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

La discussion sur la situation politique s'est focalisée sur la préparation de la journée du 9 avril, l'état des mobilisations, en particulier sur les salaires, dans la santé, à La Poste face à un gouvernement qui « n'hésite pas à employer la manière forte tant au niveau institutionnel (avec l'usage du 49-3 sur le projet de loi Macron) que sécuritaire et répressif », avec « une offensive idéologique de défense des idées "républicaines" à forte tonalité nationaliste, faite de rejet de l'étranger, de chasse aux "terroristes" de la maternelle à l'université. (...) »

### **Mouvement d'ensemble et perspectives anticapitalistes**

L'enjeu est de réussir à passer de ces mobilisations dispersées, éclatées voire isolées, à la construction d'un rapport de forces plus global. (...) Dans les semaines qui viennent, nous devons tenter d'inscrire le 9 avril dans le cadre de toutes les mobilisations actuelles dans et en dehors des entreprises, quel que soit leur objet immédiat. Nous devons tout faire pour que cette manifestation soit une journée de grève contre le gouvernement et contribue à encourager les luttes et leur convergence. Nous devons travailler à des manifestations le plus près possible des mobilisations et à des assemblées générales de grévistes. (...) Nous nous situons en opposition au gouvernement et à sa politique loin de tout replâtrage institutionnel et manœuvre parlementaire. Nous défendons les intérêts du monde du travail, des classes populaires. (...) La crise politique et sociale rend aujourd'hui crédible l'arrivée de Le Pen au pouvoir. Face à ce

danger, (...) il s'agit de combiner la nécessité d'un mouvement d'ensemble du monde du travail contre le gouvernement, et la perspective d'un gouvernement anticapitaliste, appliquant un programme de rupture sociale,

## **Solidarité avec les travailleurs et le peuple grecs. Non au diktat du 20 février, annulation de la dette**

(Extraits)

« La lutte du peuple grec est notre bataille, elle est celle de toute la classe ouvrière des pays de l'Union européenne. Les capitalistes sont unis au niveau européen et mondial, nous devons y opposer l'unité de celles et ceux qui ne supportent plus les effets de l'offensive capitaliste.

Face aux agressions de l'UE contre la Grèce, nous défendons l'annulation de la dette supposément due par la Grèce : en particulier, celle des 42 milliards d'euros de créances que le gouvernement français détient. Et si quelqu'un doit payer, ce ne sont pas « tous les Français », (...) ce sont nos banques multinationales et multimilliardaires, qui se sont engraisées sur le dos du peuple grec comme de ceux de toute l'Europe, et qui, face à leur crise, ont été « sauvées » grâce aux fonds publics.

Notre solidarité est d'abord notre propre lutte contre les politiques d'austérité, en premier lieu pour le rejet de la loi Macron. (...) Notre solidarité c'est aussi participer à toutes les initiatives de soutien au peuple grec contre la troïka et le FMI, à la constitution de comités unitaires sans apporter de soutien à la politique au gouvernement Tsipras, à l'établissement de liens concrets avec les secteurs en lutte en Grèce comme le fait la campagne « Solidarité France Grèce » pour la santé. C'est animer et porter le débat politique dans nos organisations syndicales, associatives, sur nos lieux de travail et d'habitation, dans la jeunesse pour y défendre la perspective d'une rupture avec les politiques d'austérité par l'annulation de la dette, la mise en place d'un monopole public bancaire, la nationalisation sous contrôle des travailleurs des entreprises stratégiques, la rupture avec les politiques menées en faveur du patronat par les gouvernements de gauche comme de droite qui se succèdent au pouvoir et dans la perspective d'une Europe socialiste des travailleurs et des peuples. En Grèce s'est ouverte une brèche, à nous de l'élargir. »

gouvernements successifs contre les peuples, qui favorise la montée des barbaries terroristes. Nous nous sommes engagés ensemble au soutien concret à toutes les victimes des racismes, les musulmans (ou supposés tels) particulièrement visés par le racisme d'État, mais aussi les juifs, les Roms... Nous étions aussi d'accord sur le fait qu'il ne fallait pas se laisser aller à des peurs qui ne profitent qu'au FN et que nous avions besoin de comprendre, pour agir mieux et ensemble. D'où l'idée de cette conférence débat avec Edwy Plenel.

Une conférence enthousiasmante et enrichissante autour de ses récents livres *Dire non* et *Pour les musulmans*. Son appel à rechercher les chemins pour trouver des causes communes afin de construire l'égalité a été largement entendu : le débat avec la salle était passionné mais respectueux. Une ambiance

chaleureuse qui explique sans doute que la moitié des intervenants étaient des femmes...

### **Saint-Étienne-du-Rouvray (76) Succès de la soirée de solidarité avec Kobané**

Mercredi 11 mars, près de 300 personnes ont participé à la réunion publique en solidarité avec Kobané la ville martyre du Kurdistan syrien, complètement détruite après les 134 jours acharnés de combat contre Daech. Cette soirée était organisée par l'Association des Kurdes de Normandie, l'Union syndicale « Solidaires », le Collectif rouennais de soutien au peuple syrien, Ras l'Front, le groupe Saint-Étienne Vraiment à Gauche, Alternative libertaire, Ensemble, la Fédération anarchiste, le NPA, et les sections PCF et PS de la commune.

Après la projection de plusieurs documentaires revenant sur le combat des unités de protection

écologique et démocratique avec le système, porté par la mobilisation et l'auto-organisation des exploités et des opprimés. » (résolution majoritaire adoptée par 62,5 %).

### **Des réponses à trouver**

Une motion sur la situation en Grèce après la victoire électorale de Syriza et notre solidarité a été adoptée (voir ci-dessous), ainsi qu'une motion « Mobilisation climat » afin de donner les éléments précis sur la mobilisation elle-même et d'avancer sur l'implication du NPA et de ses militantEs, à quelques mois du sommet climat (COP21) qui se tiendra à Paris du 30 novembre au 12 décembre 2015. « Dans le cadre de la motion "campagne contre l'unité nationale" votée au congrès », une motion « racisme et politique sécuritaire », a été adoptée après débat en commission, notamment sur la façon de combiner luttes contre l'islamophobie et contre l'antisémitisme. Lors de sa prochaine réunion, le CPN a aussi décidé d'avoir une discussion sur la situation dans l'État espagnol. En application d'une décision du congrès, un groupe de travail « Stratégie et programme » a été mis sur pied. Un comité exécutif de 18 membres a été élu à la proportionnelle : 6 représentants de la P1, 5 de la 2, 4 de la 3, 1 pour la 4, 5 et 6. Et les plateformes 2 et 6 ont annoncé leur dissolution.

À l'image du congrès, les premiers pas difficiles d'un CPN qui aura à trouver des réponses aux questions de fonctionnement du NPA et de ses instances, de son propre fonctionnement aussi, avec un débat qui de plus en plus souvent s'émancipe des délimitations des tendances.

**Yvan Lemaître**

du peuple kurde (YPG/YPI), avec plusieurs interviews de combattantes, fer de lance de la résistance à Kobané, les différents organisateurs ont pris la parole. Le camarade du NPA a rappelé notre engagement internationaliste au côté des peuples de l'ensemble de la région et notre soutien total à tous les processus révolutionnaires et d'émancipation des peuples, que ce soit au Rojava ou dans la Syrie tout entière, dont la majeure partie de la population est toujours sous le feu des bombes du dictateur Assad.

La soirée s'est poursuivie avec un succulent repas kurde, puis de la musique et des danses, dans une ambiance très fraternelle où les discussions politiques étaient très nombreuses. Le NPA, bien représenté par plusieurs comités de l'agglomération rouennaise, a tenu une table de presse et a fait plusieurs contacts.

Exposition

# Les Cahiers dessinés

À la Halle Saint-Pierre (Paris 18<sup>e</sup>). Jusqu'au 14 août 2015

Belle rencontre entre les artistes publiés dans les Cahiers dessinés, maison d'édition créée par le dessinateur et écrivain Frédéric Pajak, qui célèbre le dessin sous toutes ses formes, et la Halle Saint-Pierre, haut lieu d'exposition de l'art brut dont la directrice Martine Lusardy est co-commissaire de l'exposition.

Dessins d'artistes, dessins d'humour, dessins d'art brut : aucune exclusive, autant de propositions « qui font naître, au sein de leur pluralité, un jeu d'échos basé sur l'impératif intime de l'expérience du dessin, ouvrant un potentiel infini de résonance sémantique autant que sensible » (Martine Lusardy). La force et l'impérieuse nécessité du dessin dans l'art, un questionnement constant sur les limites et les franges de celui-ci ; quel que soit le médium : encre, crayon pastel, fusain, collages, peinture ; quel que soit le style et le genre : réaliste ou obsessionnel, abstrait ou expressionniste, absurde ou social et politique.



**Anciens et contemporains**  
Des artistes de tous horizons, de toutes conditions, reconnus ou non : du très classique lavis de Victor Hugo

à l'explosivité radicale des acryliques de Kiki Smith ; de l'obsession délirante d'un Fred Deux à l'exubérance de Pierre Alechinsky ; de la singularité

de l'univers de deux grands artistes trop méconnus Louis Pons et Louis Soutter en marge de l'art dit brut parce qu'ils échappent à toute étiquette ; de la précision époustouflante d'un Marcel Basculard qui vivait en marge de la société aux dessins poétiques de Saul Steinberg illustrateur au *New Yorker* ; de la touffeur urbaine des fusains de Pascale Hémary aux petites gouaches jouissives de Noyau sur l'art contemporain ; de l'univers absurde de Roland Topor ou de Tomi Ungerer aux précieux dessins à l'encre et sang de Mélanie Delattre-Vogt... Le dessin d'humour, simple divertissement ou arme politique, est bien représenté ici, ce qui prend aujourd'hui une résonance singulière : des « historiques » Chaval, Sempé, Gébé, au plus jeunes Mix et Remix en passant par Reiser, Siné, Copi, Willem, Vuillemin. La plupart ont fait un détour par Hara Kiri ou Charlie. Comme souvent à la Halle Saint-Pierre, beaucoup d'œuvres (500) mais suffisamment par artiste pour pouvoir vraiment entrer dans l'univers de chacun. À retrouver dans le beau catalogue qui est aussi le n°10 des Cahiers dessinés.  
**Ugo Clerico**

Histoire

## Il y a 100 ans 1914-2014 : le mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale



Voilà un fort intéressant numéro hors-série du journal du syndicat CGT du conseil général 63 : une somme de 156 pages très bien illustrée qui présente une approche bien loin des discours d'union nationale... L'ouvrage aborde au travers d'articles de 32 contributeurs de nombreux aspects relatifs à la Première Guerre mondiale. De l'origine de la guerre à l'analyse de la situation politique et sociale des principaux pays engagés dans la grande boucherie impérialiste – Allemagne, Russie, Grande-Bretagne, États-Unis, Irlande, Italie, Grèce, Afrique, et bien évidemment France –, il permet de découvrir les militants

ouvriers et socialistes qui sont restés, malgré la suppression des libertés publiques et la répression étatique, internationalistes. De fermes opposants à la guerre. On y trouvera la lettre de démission de Monatte du comité confédéral de la CGT, le Manifeste de Kienthal, le débat à l'Assemblée nationale française lors du premier vote contre les crédits de guerre le 24 juin 1916, mais aussi des textes de chansons, des lettres de soldats, une bibliographie, une filmographie, ainsi qu'une intéressante étude sur la situation dans le Puy-de-Dôme. Cet ouvrage met en avant l'opposition à la guerre et à l'union sacrée d'une partie du mouvement ouvrier.

Il valorise la parole méconnue des hommes du peuple, toutes celles et tous ceux qui n'ont eu que très peu de moyens de s'exprimer lors de cette première guerre, avec les témoignages de simples soldats ouvriers ou paysans : Elie Vandrand, Stephan Gavrilenko, Louis Barthas ou un article sur Hélène Brion. Il n'oublie pas les « fusillés pour l'exemple » et la répression des mutins russes du camp de la Courtine. Bref, un ouvrage dense et instructif sur la Grande Guerre.  
**Patrick Le Moal**  
Disponible à la librairie la Brèche et sur commande : 11,50 euros franco de port à <http://cg63cgt.fr/wpcontent/uploads/2015/01/141201bondecommandeduNGS-14.pdf>

Cinéma

## Révolution Zendj de Tariq Tegua

Avec Fethi Ghares, Diana Sabri et Ahmed Hafez. Sortie le mercredi 11 mars

Un film à découvrir vite car le nombre de salles osant diffuser ce film qui va à l'encontre de toutes les idées dominantes gêne. Il ne s'appelle pas « Révolution » pour rien même si le « Zendj » (le nom d'une rébellion d'esclaves noirs en Irak au IX<sup>e</sup> siècle) se limitera à quelques étincelles d'espoir.



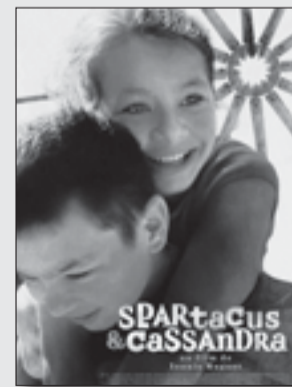
Ibn Battûta est un journaliste algérien. Le choix de ce nom n'est évidemment pas un hasard, car, comme le grand voyageur arabe du XIV<sup>e</sup> siècle, le jeune Algérien va nous amener du M'zab (la région des célèbres oasis de Ghardaïa), livré à l'émeute entre

locaux mozabites et chômeurs venus du nord, au Chott el Arab (marais proches de Bassora que l'on ne pourra pas voir) dans le sud de l'Irak, en passant par la marge des villes, à Beyrouth, mais aussi à New York, Thessalonique, Athènes... Tariq Tegua enquête sur les fantômes de l'utopie et les promesses non tenues du progrès. L'écho des révolutions arabes se mêle à toutes celles qui les ont précédées. Nalha, une jeune étudiante Palestinienne, belle à trembler, en est le meilleur exemple. Elle a grandi en Grèce et cherche la trace de ses parents à Beyrouth, et nous renvoie en 1982 et à la guerre du Liban, avec l'invasion criminelle israélienne. D'autres histoires se croisent mais le cinéaste, à l'instar du Godard de la meilleure période, ne cherche pas à raconter mais à montrer par l'image et le son. Les voix sont multilingues et la musique traditionnelle arabe se fond dans le rock industriel. L'émotion et la mélancolie dans tous les plans.  
**Sylvain Chardon**  
Programmation de l'ensemble des films de Tariq Tegua au Centre Pompidou (Paris), dont ses deux précédents longs métrages, *Rome plutôt que vous* et *Inland*.

## Spartacus et Cassandra de Ioanis Nuguet

Avec Cassandra Dumitru, Spartacus Ursu et Camille Brisson. Sortie le mercredi 11 février

Cela pourrait être une pièce de théâtre, un drame antique. Deux personnages confrontés à un choix impossible. Mais ce n'est pas du jeu, de la fiction, du cinéma. C'est une sorte de documentaire qui en même temps n'en est pas un, réalisé par Ioanis Nuguet



dont c'est le premier long métrage. Immérgé pendant 3 ans dans la communauté roms expulsée de campement en campement en 2010, depuis celui du Hanul à Saint-Denis, il réalise là un film magique, où les enfants jouent leur propre rôle, fabriquent leurs mots, leur textes, le drame qu'ils doivent dénouer. Très peu d'adultes visibles en dehors de ceux avec qui le drame se joue. Tout ce qui est juge, policiers, voisins, soutiens sont hors champ. La caméra, à l'épaule, se concentre sur Spartacus et Cassandra, frère et sœur, au plus prêt, et réussit à saisir leurs complicité, leurs débats, leurs tentations, leurs colères. On est frappé par la beauté, la jeunesse, la lucidité de ces deux-là comme de celle de Camille, l'artiste de cirque qui s'engage auprès d'eux. Un film qui donne la pêche. À voir absolument.  
**Jean-Marc Bourquin**

Jazz

## Shadow Theater, de Tigran Hamasyan

CD, Verve / Universal, 12 euros

Le génocide arménien et la tentative d'éradication d'une culture millénaire a débuté il y a maintenant 100 ans en avril 1915. Loin du folklore, Tigran Hamasyan, jeune pianiste novateur, explore toutes les formes d'une musique contemporaine arménienne. Moyen-Orient de fantasmes ou jazz débridé, Tigran se frotte à toutes les influences pour les dépasser. Rock, pop, jazz ou électro, son *Shadow Theater* nous amène aussi vers le Big Sur californien avec son *Lament*. À travers son théâtre d'ombres, Tigran se joue en fait des carcans stylistiques pour aller débusquer l'émotion sur les crêtes musicales les plus difficiles. Son quintet rivalise avec les séductions orchestrales arméniennes grâce à l'utilisation des voix et de divers claviers, tandis que l'assaut furieusement rythmique de



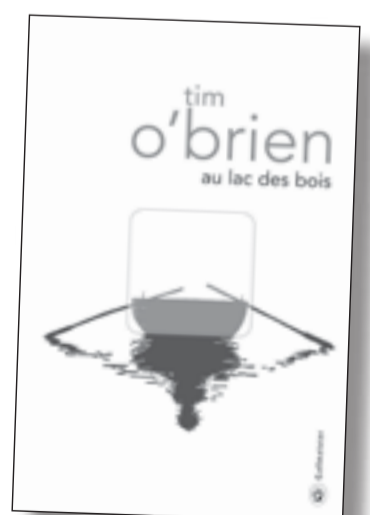
*The Court Jester* ne peut faire oublier la poésie de la ballade onirique *The year is gone*. Avec *Shadow Theater*, vous savez pourquoi vous achetez un CD plutôt que de télécharger. À chaque morceau correspond une illustration glissée dans la pochette. Le voyage peut commencer...  
**Sylvain Chardon**

Roman

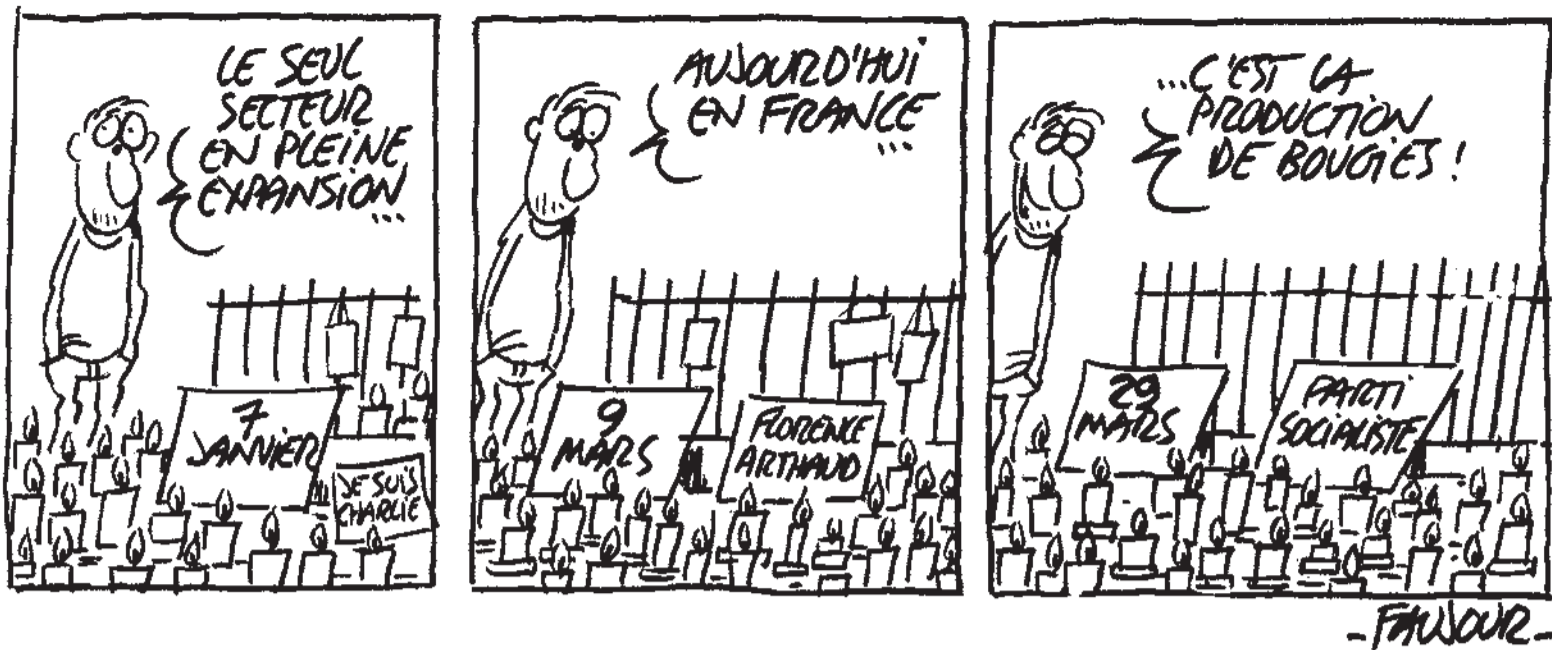
## Au lac des bois, de Tim O'Brien

Éditions Gallmeister, 2015, 11 euros

Ce n'est pas un polar, c'est pire. Comment le passé interfère-t-il dans le présent, comment les séquelles d'une guerre, celle du Vietnam pour John Wade, et ses secrets enfouis, rendent ce présent ingérable ? Battu aux élections sénatoriales dans le Minnesota, John Wade se terre avec sa femme Kathy au bord des Grands Lacs. Elle disparaît. Lui, criminel de guerre dissimulé jusqu'à ces élections, mais aussi grand blessé psychique de cette guerre, passionné de prestidigitation, grand manipulateur, et grand dissimulateur, quel rôle a-t-il joué dans cet « effacement » de sa femme comme il a effacé des pans de son existence ? Paru en 1996, ce roman intense pourrait être transposé à d'autres horreurs voulues par les hommes et



qui les détruisent. Comment vivre avec la mémoire et la culpabilité ?  
**Catherine Segala**



**L'Anticapitaliste** | Libre expression

## SIVENS “ La stratégie de tension et de terreur a permis au gouvernement de noyer le débat politique sur les choix de société ”

**Entretien.** Comme le veut la tradition zadiste (toutes et tous prennent un même pseudo, Camille...), **Camille** est un des animateurs du collectif Les Bouilles, particulièrement impliqué dans la lutte contre le barrage de Sivens au Testet. Projet et vie de la ZAD, choix du gouvernement, mort de Rémi Fraisse, milices... Avec lui, nous revenons sur cette lutte très riche... et qui est loin d'être finie!



La Métairie. DR

### Peux-tu te présenter ?

J'ai été activiste contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes et dans divers réseaux militants. J'ai rejoint le Testet fin 2013. Il y avait le Collectif Testet regroupant plusieurs associations, mais la stratégie legaliste n'allait pas suffire à stopper le projet de barrage. Automne 2013, plusieurs militants ont décidé de rester sur place, sur la zone à défendre (ZAD), dans une ferme abandonnée, « la Métairie », appartenant au conseil général, au départ pour assurer une surveillance quotidienne.

### Peux-tu nous parler du Collectif les Bouilles dans lequel tu milites ?

L'acte de fondation de ce collectif a été l'occupation de la Métairie, avec la décision de faire une assemblée générale une fois par semaine. Ce collectif rassemble des personnes aux origines culturelles et militantes très variées. L'idée était de créer des liens, d'avoir notre mot à dire sur l'aménagement du territoire, dans la critique de ce que fait le capitalisme de ce territoire, mais aussi de créer des lieux de vie. La stratégie au début était d'organiser une veille permanente du site de Sivens. À ce moment-là, le dispositif policier était restreint, ce qui a facilité nos actions, par exemple lors de la venue des naturalistes pour le déplacement des espèces protégées. On était une ZAD « locale », et on ne souhaitait pas à ce moment-là la rendre plus importante. Mais en janvier 2014, une vingtaine de personnes cagoulées et armées sont venues nous agresser et saccager la Métairie, et le collectif donc a appelé à une occupation massive : ce fut le début de la ZAD.

### Peux-tu nous parler de la vie sur la ZAD ?

Le projet de la ZAD, c'est qu'au lieu de détruire un territoire, on en fait un territoire habitable et habité. On y crée un patrimoine en échangeant nos savoir-faire : four à pain, semences, construction... Qu'au lieu par exemple de détruire la Métairie, qui est une

magnifique construction, on la rend encore plus belle par nos créations communes.

C'est aussi une expérience de démocratie directe. Ce n'est pas toujours facile, mais avant l'expulsion de mai 2014, on arrivait à avoir une belle cohésion. L'intérêt de chaque individu était porté par le groupe. Il y avait l'organisation des tâches, mais aussi la préoccupation de veiller les uns sur les autres. Une belle expérience. Dommage que dans la deuxième phase, on soit rentré dans la confrontation, alors que l'on sait que c'est notre complémentarité qui fait notre force.

### Penses-tu que la mort de Rémi Fraisse a été un tournant dans la lutte contre le barrage de Sivens ?

Oui et bien malgré nous. On est dans une société du spectacle et de l'émotion, et les attentats de janvier et la manifestation du 11 nous l'ont aussi rappelé. C'est l'émotion qui s'empare des thèmes de discussion. La mort de Rémi Fraisse a changé la donne et ce à plusieurs niveaux. Il y a eu plusieurs phases dans la lutte, qui se sont succédé sans se ressembler (et ce n'est pas fini), et en octobre, nous étions au sommet de la mobilisation. Cette tragédie a sonné la fin de l'opposition sur place avec les forces d'État, mais aussi la fin de la cohésion entre les opposants au barrage, y compris entre les occupants. Jusqu'au début du déboisement, l'occupation s'organisait autour d'un lieu principal qui rassemblait tout le monde. Avec le « temps mort » de l'oppression policière, beaucoup sont restés sur la ZAD, il y a eu des constructions, donc plein de lieux occupés par groupes affinitaires et un certain repli. Ainsi avant, il y avait l'AG des Bouilles et le collectif Testet. Après, il y avait en plus l'AG des occupants et l'AG de coordination... Il y a eu trop de non-dits, des problèmes de circulation d'information. Et des organisations sont restées dans un rôle d'observateurs sans vraiment se positionner.

### Que penses-tu de la décision qu'a rendu le conseil général du Tarn le 6 mars ?

Ils sont fidèles à eux même, c'est la décision d'extrémistes pro-barrage. Extrémistes dans le sens que depuis le début, il n'y a eu aucune négociation ni recherche de compromis, cela dans une logique totalement antidémocratique. Ils ont appliqué la stratégie de la tension et sont passés en force. Il n'y a rien à attendre de leur part.

### À ton avis, quel rôle a joué Ségolène Royal ?

Elle a découvert le dossier au moment des violences policières, au mois d'octobre 2014, et elle s'est emparée de ce dossier alors qu'elle (et Valls) ne le connaissait pas. Elle s'est donné le rôle de médiatrice et a envoyé des experts sur place. La stratégie était clairement de gagner du temps puisqu'elle n'a pris aucune décision d'abandon du barrage et a renvoyé la décision aux mêmes élus locaux. Donc retour à la case départ avec un projet identique à l'initial.

### Justement, que penses-tu de ces rapports d'experts ?

Nous aux Bouilles, on ne veut pas s'enfermer dans un débat technique car il nous prive de l'essentiel c'est-à-dire de la question politique : de la société dont on ne veut plus, de l'alimentation et des pratiques agricoles, de l'aménagement du territoire... Le débat technique et donc les rapports des experts sont intéressants, mais ils ne tranchent pas la question politique. Je fais souvent la comparaison avec les OGM : les « experts » rendent régulièrement des rapports qui disent que tout va bien avec les OGM, cela alors que la société n'en veut toujours pas...

### Peux-tu nous parler des milices fascistes qui ont opéré sur la ZAD ces dernières semaines ?

En vérité, elles sont là depuis le début et n'ont jamais cessé leur présence. J'ai déjà parlé du groupe armé venu saccager la Métairie

en janvier 2014. À chaque fois que nous faisons une nouvelle construction, cabane ou autre, si nous la laissons sans surveillance, elle était brûlée.

Dans ces milices, il y a bien sûr des fachos « historiques » genre anciens de l'OAS, militants identitaires, jusqu'à des candidats FN aux départementales, mais il y a aussi des fachos chez les agriculteurs. Leurs actes fascisants ont été grandement aidés par les propos diffamatoires à notre égard de certains élus locaux, des médias, notamment la presse locale, mais aussi la FNSEA.

Ce qui a changé début 2015 c'est qu'ils ont opéré au grand jour. Le PS a donné confiance à l'extrême droite en lui garantissant l'impunité. Sinon comment expliquer le laisser-faire des gendarmes alors qu'ils étaient témoins des exactions commises par ces fascistes ?

### Si tu devais tirer un bilan...

C'est trop tôt car la lutte n'est pas finie. Mais il va falloir sérieusement analyser l'orchestration de ce conflit par le pouvoir au moyen des milices fascistes. La ZAD de Roybon (contre le projet de Center Parc) rencontre d'ailleurs les mêmes problèmes. Cette stratégie de tension et de terreur a permis au gouvernement de noyer le débat politique sur les choix de société. Les grands principes républicains ont été complètement bafoués et ça aussi il faut l'analyser. Pour nous, le bilan n'est pas tout rose, et notamment avec les locaux, mais aussi avec nos sympathisants, car cette politique de la terreur a en partie fonctionné. On va donc revenir à des choses plus conviviales, repartir à la rencontre de nos sympathisants, revenir à la communication sans toutefois oublier d'être vigilants. Le week-end du 25 avril sera le deuxième Printemps de Sivens et on souhaite en faire une échéance festive et chaleureuse. La lutte continue. **Propos recueillis par Noëlle Calvinhac (NPA 31)**

Site des Bouilles : <https://tantquilyauradesbouilles.wordpress.com>

## Vu ailleurs



**ZYED ET BOUNA.** Réunies lors d'une conférence de presse, ce mardi dans le cabinet de leurs avocats parisiens M<sup>e</sup> Jean-Pierre Mignard et M<sup>e</sup> Emmanuel Tordjman, les familles de Zyed Benna et Bouna Traoré espèrent que la lumière sera bientôt faite sur la mort de leurs enfants, alors âgés de 17 et 15 ans. C'était le 27 octobre 2005. Les deux adolescents avaient été électrocutés dans un transformateur électrique EDF à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), à la suite d'une course-poursuite de 50 minutes avec des policiers. Dix ans plus tard et après de multiples rebondissements judiciaires, le procès des deux fonctionnaires de police poursuivis pour « non-assistance à personne en danger », se tient du 16 au 20 mars devant le tribunal correctionnel de Rennes où il a été dépaycé. « Nous revoyons dix ans après au tribunal, car à l'évidence certains n'ont jamais voulu que cette affaire soit jugée. » [...] Et cette fois, les familles veulent enfin avoir le fin mot de cette histoire, qui avait déclenché trois semaines d'embrasement et de révoltes sociales dans les banlieues françaises. « Nous ne les avons jamais entendus, jamais vus [les policiers]. Mais même si c'est difficile nous voulons la vérité car nous avons beaucoup attendu », lance, la mâchoire serrée, le frère de Zyed. Au moment des faits, l'un des policiers était à la poursuite des adolescents, l'autre au standard du commissariat de Livry-Gargan. Les deux – toujours en poste – s'exprimeront donc pour la première fois publiquement sur ce moment, en présence de nombreux journalistes, associations et de Muhittin Altun, seul rescapé du drame. « Il faut que justice soit rendue, notamment vis-à-vis d'une phrase », affirme le frère de Zyed. La phrase clef de cette affaire : « S'ils entrent sur le site EDF, je ne donne pas cher de leur peau », prononcée par un des policiers. Ces mots, ont été « un choc », ajoute-t-il. Les fonctionnaires de police savaient-ils qu'ils étaient en danger de mort en rentrant dans la centrale ? Ce sera toute la question du procès.

« Mort de Zyed et Bouna : "Nous voulons la vérité car nous avons beaucoup attendu" », Romain Lescurieux, 20 minutes, mardi 10 mars 2015

## S'abonner à l'Anticapitaliste

**Par prélèvement automatique,** Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

| Tarif standard                              | Jeunes/chômeurs/précaires                   |
|---|---|
| Hebdo + Mensuel                             | Hebdo + Mensuel                             |
| <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre | <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre |
| <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre | <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre |

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire : \_\_\_\_\_

**Par chèque,** à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

| FRANCE ET DOM-TOM               |                                 |
|---------------------------------|---------------------------------|
| Tarif standard                  | Jeunes/chômeurs/précaires       |
| Hebdo                           | Hebdo                           |
| <input type="checkbox"/> 6 mois | <input type="checkbox"/> 6 mois |
| <input type="checkbox"/> 28 €   | <input type="checkbox"/> 20 €   |
| <input type="checkbox"/> 1 an   | <input type="checkbox"/> 1 an   |
| <input type="checkbox"/> 56 €   | <input type="checkbox"/> 40 €   |
| Mensuel                         | Mensuel                         |
| <input type="checkbox"/> 6 mois | <input type="checkbox"/> 6 mois |
| <input type="checkbox"/> 22 €   | <input type="checkbox"/> 14 €   |
| <input type="checkbox"/> 1 an   | <input type="checkbox"/> 1 an   |
| <input type="checkbox"/> 44 €   | <input type="checkbox"/> 28 €   |
| Hebdo + Mensuel                 | Hebdo + Mensuel                 |
| <input type="checkbox"/> 6 mois | <input type="checkbox"/> 6 mois |
| <input type="checkbox"/> 50 €   | <input type="checkbox"/> 38 €   |
| <input type="checkbox"/> 1 an   | <input type="checkbox"/> 1 an   |
| <input type="checkbox"/> 100 €  | <input type="checkbox"/> 76 €   |

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)